

Se rassembler, comment ?

1er débat organisé par Rouge Midi
Marseille, le 28 avril 2008

D. Jeammet

Le premier objectif de cette rencontre organisée par Rouge Midi est de se parler.

De se parler entre citoyens appartenant à des partis ou mouvements, qui se réclament tous de la gauche et du progrès social sans pour autant parvenir à s'entendre sur un avenir et les moyens d'y parvenir.

Le deuxième objectif est d'agir.

Agir parce que la souffrance sociale, dans le monde, dans notre pays et singulièrement dans notre région, est un état d'urgence. Et les gens ne s'y trompent pas si on en croit les sondages réalisés après l'intervention télévisée du président de la république : 3 personnes sur 4 n'ont pas été convaincues par son discours sur le pouvoir d'achat et plus de la moitié rejettent ses arguments, qu'il s'agisse du « paquet fiscal », des retraites ou de l'emploi.

La pauvreté se répand tous les jours un peu plus tandis que le gouvernement détruit pas à pas tous les instruments de solidarité sociale que notre pays s'était donnés. Parallèlement, désignant des catégories entières de population à la vindicte publique, qu'il s'agisse des chômeurs, des étrangers ou des malades, il prétend traquer la « fraude » mais fait en réalité la guerre à tous les pauvres, sans discrimination.

Dans ces conditions, malgré nos différences, sommes-nous capables d'agir ensemble ?

C'est la question que Rouge Midi a voulu poser en organisant ce débat. Il ne s'agit pas de tirer des plans sur la comète à propos d'hypothétiques alliances électorales à venir. Il s'agit de savoir si sur les questions concrètes qui constituent des urgences pour la vie de nos concitoyens, nous pouvons envisager de rassembler nos forces pour être plus efficaces.

Il y a, par exemple, dans l'immédiat, la question de la privatisation du port de Marseille, le problème du logement et des expulsions qui ont repris depuis le 15 mars, il y a le projet Euroméditerranée et sûrement d'autres raisons de se mobiliser ensemble.

Dans un premier temps, je vais donner la parole aux animateurs du débat pour une analyse synthétique de la situation actuelle telle qu'ils la voient puis nous pourront échanger dans l'esprit que je viens de décrire avec quelques interventions de la salle.

Ils prendront la parole par ordre alphabétique :

Michel Carrière pour le PCF,

Jean-Paul Israël, syndicaliste et également membre du PCF

Samuel Johsua, pour la LCR

Jacques Lerichomme co-initiateur de l'appel « Se rassembler »

Et enfin Charles Hoareau, qui nous a tous invité ce soir, pour Rouge Vif.

M. Carrière

Pour tenir les engagements pris, parce que l'essentiel, c'est vrai c'est l'échange que nous allons avoir, je vais être très, très bref. Dans un premier temps, je pourrais dire que ce qui caractérise la situation mais, vue l'assistance, ce n'est pas besoin d'insister sur cela, mais simplement dire qu'un an après l'élection de Sarkozy on pouvait le penser et c'est comme cela, c'était une catastrophe annoncée, quoi. Personne entre nous n'est surpris mais par contre sur la vitesse, sur la vigueur et sur la dimension, on peut dire que c'est du jamais vu. Pour être vraiment bref, toutes les réalités sociales et démocratiques issues des conquêtes du siècle dernier sont passées au broyeur. Pas la peine d'inventer des choses quand je dis 36, 45, 68, voilà. Moi je crois que la liste est longue on verra l'échange que nous allons avoir. Il y a deux choses qui m'animent, quand je dis qui m'animent c'est qui animent mon parti, le Parti Communiste Français c'est à la fois ne pas subir et riposter dans le

rassemblement le plus large, je dis bien le plus large. On pourra peut-être discuter après de la notion de rassemblement. Riposter dans le rassemblement le plus large avec un but. Le but ? Poser la question c'est aussi y répondre : deux préoccupations m'animent ce soir, la première c'est que l'acquis, bien sûr, doit se défendre, mais pas uniquement l'acquis, voilà, c'est une question en débat. Et je crois qu'aujourd'hui, ce dont il est question et je m'arrêterai là-dessus, c'est la dimension de l'offre politique en direction du peuple. Poser ces deux questions, nous y travaillons et je crois que les voies et moyens pour y parvenir c'est l'objectif de cette rencontre de ce soir.

J-P. Israël

Bonsoir à tous,

Agir par rapport à cette souffrance sociale, pour reprendre un terme fort du débat, au-delà d'être politique, c'est être humaniste. Et je pense qu'on ne peut pas rester indifférent à cette souffrance. On n'a pas le droit. Unie, notre action avait su porter ses fruits parce qu'on avait su dire tous ensemble non à cette Europe antisociale. Je crois qu'il faut unir nos forces à partir de là. Quand on a regardé, aux législatives, les uns dans les chapeaux des autres, en considérant qu'on pouvait être meilleur ou moins bon que les autres, ça a été un grand échec. Et c'est un échec pour la politique mais c'est aussi un échec pour tous ceux qui souffrent et je le répète, on n'a pas le droit de manquer ce rendez-vous. A partir de là, ça doit nous conduire à des actions communes pour l'emploi, pour le logement, une politique sociale du logement, pour les exclus - il ne doit plus y avoir d'exclus - et on doit prendre en compte la jeunesse et les retraités. Donc, si on sait mettre nos forces en communs, on voit bien qu'effectivement, on est capables. L'idée, au-delà, du communisme, on peut créer tous ensemble une dynamique qui permette de se faire entendre. Et je le répète pour la troisième fois, et c'est volontairement que je le répète : on n'a pas le droit, ensemble, de manquer ce rendez-vous, voilà ce que je voulais dire. Merci.

S. Johsua

D'abord je félicite les camarades de Rouge Midi, donc de Rouge Vif, de l'organisation de ce débat parce qu'on en a quand même tous bien besoin. La deuxième chose que je voudrais dire c'est qu'il y a quelque chose de très frustrant dans la discussion, en particulier avec les camarades de Rouge Vif, c'est que rien de sérieux ne nous sépare. Rien si on ne parle pas de passé. Peut-être que si on parle du passé les choses seraient différentes mais si on parle du présent et de l'avenir, pas vraiment. Sur l'hostilité farouche au capitalisme, à l'impérialisme, la volonté de construire une société socialiste qui tire les bilans des catastrophes du siècle précédent, rien ne nous sépare sérieusement. Et pourtant, on a quand même du mal à avancer, c'est ça la question qu'il faut résoudre.

Sur les questions des fronts de résistance, puisque cette question a été posée, pour nous, la LCR, les choses sont vite vues. Nous avons toujours été favorables à tous les fronts de résistance, à participer à tout ce qui était possible pour faire avancer la lutte. Premièrement, y compris jusqu'au x socialistes, si les socialistes nous laissent un espace où ils ne sont pas d'accord avec Sarkozy ce qui n'est pas souvent le cas. Et deuxièmement qu'ils soient résolus à lutter ce qui réduit encore l'affaire mais enfin si c'est possible on est d'accord même avec ça : on est d'accord pour faire des fronts évidemment en dehors des socialistes quand ça s'impose, on est d'accord pour faire des fronts avec les antilibéraux, avec les anticapitalistes, il n'y a aucun problème, on nous a toujours trouvés présents pour faire ces choses là. Malheureusement, et c'est tout le problème, ç suffit pas. Ça suffit pas à faire reculer Sarkozy, ça suffit pas à lutter contre le bipartisme, qui est la grande question qui gagne en permanence et qui va gagner, si on fait rien. Ça, ce n'est pas la France qui nous le dit, c'est l'Italie. Et je pense et je vous invite à réfléchir très sérieusement sur ce qui s'est passé en Italie parce que c'est notre avenir immédiat dans quelques mois à peine ou quelques années si on ne bouge pas. En Italie, des résistances, il y en a eu plein, des fronts de résistance bien plus forts qu'en France. Ça

n'a pas empêché que nous soyons maintenant dans une situation où il n'y a plus aucun député communiste ni socialiste à l'assemblée nationale de l'Italie. Or, en Italie, s'est présentée une alliance, dite « arc en ciel », qui ferait saliver de bonheur mon ami Lerichomme, qui est juste à côté parce qu'elle représentait les deux partis communistes, qui étaient là, les verts, les socialistes et une scission du parti socialiste qui représente à peu près Mélenchon plus Emmanuelli. Et cette coalition qui s'est présentée sur une base : « lutte de classe, soi-disant il faut y aller » mais comme elle venait de sortir du gouvernement Prodi elle a eu 3% au lieu de 11%. En 2 ans, elle est passée de 11% à 3%. Et c'est ce qui nous attend parce que l'unité ne suffit pas. On ne peut plus tromper les gens. Ceux qui ont collaboré aux gouvernements de collaboration de classe, avec les coups qui ont été portés, signifient que les gens ne changeront pas du jour au lendemain ce n'est pas parce qu'on va leur dire tout d'un coup on devient antilibéraux qu'ils voteront pour, ce sera la fin. Et c'est ce qui nous attend si on ne réagit pas tout de suite. Il y a un camarade de Rouge Vif, qui m'a dit : vous allez trop vite. Moi, je ne vais pas vendre ma salade ici, on m'a dit que ce n'était pas le cas, bon d'accord, mais ce n'est pas qu'on va trop vite, ce n'est pas que les choses vont vite, la seule question qui se pose c'est si ce n'est pas déjà trop tard. Il faut donc prendre la mesure réelle du point où nous en sommes situés. On ne peut plus rien attendre de la gauche telle qu'elle est constituée. Rien. Et encore moins que ça, ce ne sont pas des alliés ce sont des adversaires, pour parler du Parti Socialiste tel qu'il est en train d'évoluer. Et à l'intérieur du Parti Socialiste, toutes les fractions ont décidé de suivre le mouvement, toutes sans exception quand est-ce qu'on ouvrira les yeux ?

Au sein du Parti Communiste, et c'est l'autre aspect et je voudrais terminer là-dessus, toujours sur l'Italie : il y a deux forces qui n'étaient pas dans cette alliance, deux forces d'extrême-gauche dirons-nous, qui ont fait l'une 0,5%, l'autre 0,6%, donc catastrophique. Pourquoi ? Parce que ce sont des forces qui ont quitté le Parti de la Refondation Communiste pour certains un an et demi avant et pour l'autre 9 mois. L'équivalent de la LCR, par exemple, c'est 9 mois. Il y a 9 mois encore, ils étaient au sein du Parti de la Refondation Communiste. Et bien je dis ne faisons pas la même chose. N'attendons pas que ce soit trop tard. Il faut maintenant prendre la mesure de ce qui est nécessaire. Heureusement en France la possibilité d'un anticapitalisme indépendant est devant nous, c'est une possibilité pas seulement dans les luttes, y compris du point de vue de la perspective politique et il faut la saisir. Alors, comment on la saisit, on n'est pas tous d'accord, OK. Mais alors, attendre encore, nous dire : vous allez trop vite, nous dire il faut attendre encore le prochain congrès et quand le prochain congrès du Parti Communiste aura lieu qu'est-ce qu'on va dire ? Est-ce que vraiment il y a un doute sur son résultat ? Alors peut-être qu'il y a un doute, attendons ! Est-ce que les camarades peuvent nous promettre qu'en décembre, si les choses restent comme elles sont, enfin on pourra avancer ensemble ? Ce n'est pas sûr. C'est pourquoi je vous dis : les fronts de résistance, c'est bien, on n'en fait pas assez, c'est sûr, Charles Hoareau va intervenir tout à l'heure pour dire : on n'a pas fait assez, etc. Nous on est prêts à faire notre autocritique là-dessus on n'a sans doute pas fait assez, on est prêts à faire ensemble, OK. De plus, moi, j'ai le plus grand respect pour les individus, même ceux avec qui j'ai des désaccords politiques, Jean-Marc Coppola, par exemple, je l'ai vu souvent devant le centre de rétention du Canet et pourtant, là, il n'y a pas de voix à gagner, il n'y a que des voix à perdre quand on va là-bas et moi j'ai le respect le plus grand pour des gens qui font ce choix là mais sur le plan politique général, là, il y a un vrai souci et j'invite tous les autres camarades à dire : arrêtons de dire il faut une unité sans principe, une unité sans base, regardons ce qui se passe en Italie, regardez : le plus important parti communiste d'Europe, celui de l'Italie, et ce qui en reste. Alors là, nous avons, nous, notre responsabilité tous en main : lutter oui, lutter ne suffit pas, il faut aussi une perspective politique.

J. Lerichomme

Tu as dit : ça n'est pas suffisant mais l'unité est une condition absolument nécessaire. Je suis, moi, d'essence syndicaliste, d'origine syndicale. A regarder les copains qui sont dans la salle, je pense

qu'on est pas mal de syndicalistes dans cette salle. La dernière réunion de bureau de lundi dernier c'est : par quel bout on prend les choses. Sur les questions de l'allongement des retraites ? Sur les questions salariales ? Sur la question de l'offensive sur l'école ? Sur la sécu ? Sur le déremboursement des lunettes ? Quel est le point de cristallisation ? On a une attaque des libéraux chaque jour. Face à cela, la gauche est aux abonnés absents. Sarkozy est fort de la faiblesse du camp d'en face. Si je prends un seul exemple - la question des sans papiers - la CGT en ce moment est en train, sur le maillon fort de la politique de Sarkozy, ce pour quoi il a été élu, la CGT avec droit devant constitue des dossiers de régularisation, à mis une brèche dans la politique Sarkozy dans la régularisation. En même temps, les syndicalistes que nous sommes, nous avons fait reculer le gouvernement Juppé droit dans ses bottes par la seule mobilisation des salariés, par une grève reconductible, dure mais la seule force du mouvement syndical, à un moment donné, a permis de faire blocage. Je pense que la situation de la classe ouvrière aujourd'hui, où nous sommes dans une situation, si nous n'avons pas de débouché politique, si nous n'avons pas une unité politique en même temps, nous avons, en tant que militants syndicaux ou associatifs, des difficultés à se battre concrètement contre la politique Sarkozy. Donc certes, l'unité en soi ne représente rien mais si je prends tous les conflits là, les derniers conflits : les caissières de Carrefour, Microelectronics, ce n'aurait pas été possible que, tous ensemble, nous organisons des collectes ? Qu'on soit à la porte des boîtes ensemble ? Que ce front minimum là, on le fasse ensemble. Je peux vous dire que, évidemment, toute dynamique unitaire - si je prends les difficultés qu'on a eues aux municipales à Marseille, je suppose qu'Armelle, membre des collectifs, en parlera tout à l'heure, et ce qui s'est passé à Allauch, d'un point de vue strictement électoral n'a pas la même signification. Les 19% d'Allauch, ce n'est pas l'addition des différentes forces du PC, de la LCR, des collectifs unitaires, de Rouge Vifs. C'est bien au-delà ; c'est une autre dynamique qui a été entraînée. Le principal problème pour nous c'est exactement ce qui est entrain de se passer en Italie. Ou en Espagne. C'est qu'il y a une volonté de la direction du parti socialiste d'aller vers un bipartisme, de faire des choix d'alliances avec le Modem plutôt qu'avec la gauche. Si nous voulons, nous, arrêter cette spirale là, non pas pour soi, je ne suis pas un unitariste béat, c'est bien en défense des intérêts de la classe ouvrière que nous avons une nécessité impétueuse de l'unité. Après, on sait qu'on a des divergences entre nous. On a des divergences sur la caractérisation du Parti Socialiste, sur une politique d'alliance, on a un certain nombre de divergences mais commençons maintenant, dans les luttes, en soutien aux luttes, à être ensemble, organisons des espaces, comme le font si bien nos camarades de Rouge Midi pour voir comment on peut surmonter ces divergences. Sinon c'est effectivement, la mort assurée pour nous, une division sera mortifère pour l'ensemble de nos sensibilités. C'est pour ça que moi, j'appelle de mes vœux qu'on commence dès demain une unité ponctuelle sur un certain nombre de luttes : sur le 1^{er} mai, sur les luttes qui se développent, et après on avance sur les questions de la construction d'une nouvelle force.

C. Hoareau

Je crois que ce qui nous guide, ce n'est pas tant la question de savoir si on va trop vite ou trop lentement, même si quand on regarde le capitalisme, on a intérêt à faire vite parce qu'il y a une course de vitesse qui est en gagée avec nous. En tous cas, ce qui nous fait réfléchir, avec les copains de rouge vif, c'est une question qui nous préoccupe beaucoup et qui est confirmée par les dernières élections, c'est quel rôle tient la partie de la classe ouvrière qui est la plus écrasée. Si on regarde certaines cités de Marseille où, au regard des élections municipales, on a eu jusqu'à 60-70% d'abstention, alors les élections ce n'est pas tout mais c'est aussi cette partie là de la classe ouvrière qui ne se mobilise pas parce qu'elle n'a pas de perspective politique, elle n'arrive pas à trouver un chemin en réponse à ce dont elle souffre. Et il y a une chose dont on n'est pas responsables les uns et les autres c'est que le capitalisme a coupé la classe ouvrière en tranches de saucisson et les tranches sont loin les unes des autres. Entre l'ingénieur de Cadarache et le jeune chômeur de la Savine, il y a

un monde. Ils sont tous les deux membres de la classe ouvrière et pourtant, ils n'ont pas le même revenu, et de loin, ils n'ont pas les mêmes moyens de transport, ils n'ont pas le même habitat, pas la même culture, ils ne se rencontrent pas. Ça c'est une vraie colle qui nous est posée à nous tous et si ceux qui souffrent le plus du capitalisme, ce ne sont pas eux qui prennent la tête du rassemblement, on ne va pas y arriver. ET je crois que nous, on peut discuter longtemps s'il faut faire un parti avant, est-ce qu'il faut faire un front, un parti ou un espace, etc. j'allais dire que c'est second - pas secondaire, c'est second. Je crois que ce qui est premier - et c'est ce que nous pensons, nous - c'est que sur des problèmes qui touchent la vie des gens aujourd'hui, à partir de ces problèmes là, non seulement on soit en soutien aux luttes, comme le disait Jacques, mais aussi qu'on offre des perspectives, des choix, des solutions politiques et un autre qui s'inscrivent dans un projet. Au fond, quand on avait essayé, très modestement, si on a rassemblé les gens qui sont autour de la table ce soir c'est parce qu'on pense que ce sont ceux avec qui on peut agir, alors si on commence à se disputer entre nous, c'est mal barré, donc c'est pas la question de se faire des reproches aux uns et aux autres, on n'a pas à s'en faire, mais quand on a essayé de lancer un autre projet pour Marseille, il n'était peut-être pas très bon, il fallait peut-être voir la forme, etc. mais rendez-vous compte, si hors échéance électorale, dès le mois de juin, il y a un an, on était parti, tous ceux qui sont autour de la table, si on avait dit : pour Marseille, on voit un autre avenir, que ce qui nous est promis par Gaudin et, ce qui n'est pas bien différent, Guérini. Eh bien, on aurait, y compris sur les questions de l'alliance électorale, chuté autrement. On aurait pesé autrement dans le débat. Aujourd'hui, notre ambition, notre plus grand souhait à la sortie de cette réunion, d'abord, il y a dans la salle des gens qui sont concernés au premier chef par les points dont on parle : qu'est-ce que vous attendez, vous, du mouvement politique et des organisations politiques de gauche ? Qu'est-ce qui vous manque ? Quelle solution vous ne voyez pas et que vous voudriez trouver avec les politiques pour prendre votre partie dans ce combat là ? Et la deuxième chose c'est que, on a parlé du port autonome : on ne peut pas décider ce soir d'une expression politique commune sur l'avenir du port autonome ? On ne peut pas laisser ça aux députés communistes. Je dis ça parce que je sais que les députés communistes ont été saisis mais ils sont je ne sais plus combien à l'assemblée sur le nombre total, ça ne peut pas suffire une démarche d'élus, par contre, nous, on ne pourrait pas décider ensemble d'une adresse massive à la population, on distribuerait ça le même jour, dans tout Marseille, aux bouches de métro le matin à 7 heures, aux portes du port, avec les signatures de ceux qui sont autour de la salle, ensemble, ça aurait de la gueule, ça donnerait de l'espoir, ce serait du concret pour les gens ? Moi je suis très concerné par les questions de logement par rapport à un certain nombre de gens qui squattent parce qu'ils n'ont pas d'autres solutions. On se bat comme on peut mais la CGT est bloquée, on va se battre, on va s'affronter, on va empêcher les expulsions mais c'est du ponctuel, ça or aujourd'hui, voyez, encore la journaliste qui m'interrogeait sur les questions du logement parce quand elle veut interroger quelqu'un qui fasse le poids par rapport au préfet, aujourd'hui, elle s'adresse à un syndicaliste c'est parce qu'aujourd'hui on n'est pas lisible en terme d'offensive politique et en terme de projet sur le logement pour Marseille. ON parlait d'Euroméditerranée, peut-être que dans la salle on aurait besoin de discuter entre nous pour savoir ce que c'est vraiment Euroméditerranée. Est-ce qu'on est pour ou on est contre ? Pourtant c'est financé à l'unanimité des collectivités et des différents espaces puisque de l'Europe jusqu'à la ville en passant par le département et la région, tout le monde finance Euroméditerranée. Est-ce que c'est une bonne chose ? Moi je fais partie de ceux qui pensent que c'est une très mauvaise chose pour la ville et ça se discute, ça. Il faudrait qu'on ait une réponse politique commune et sur ces points comme celui là je pense qu'on peut avoir des réponses politiques communes qui vont toucher les gens. Voyez : partir de ce qui fait le quotidien des gens et apporter de cette plateforme là, de ce projet là de ces actions là, naîtra quelque chose, je ne sais pas sous quelle forme encore, j'ai du mal à le caractériser. Je sais que c'est très difficile, si je regarde Rouge Vif, de rassembler déjà ceux qui disent communistes, issus de la famille communiste, c'est déjà difficile de les rassembler eux. Je ne dis pas qu'on a le temps mais je pense que dans l'action, dans l'action politique au quotidien, on

permettra aux plus exploités de prendre leur part, on redonnera envie à d'autres gens de se lancer, qu'ils soient au parti ou pas parce qu'il y a aussi toutes les déceptions, il y a des milliers de gens qui sont sur le bord du chemin, pas sur le bord du chemin du débat mais de l'engagement parce qu'ils ont vécu une mauvaise expérience dans l'engagement politique soit à cause des divisions, soit à cause de l'orientation de leur organisation, donc tout cela il faut le prendre en compte et je crois que l'action c'est une élément moteur, elle peut être moteur pas seulement en réaction aux mauvais coups de la droite et du patronat mais aussi en terme de projet alternatif à ce qui nous est promis aujourd'hui. Moi, c'est plutôt là-dessus que je souhaiterais qu'on débattenne.

DISCUSSION SALLE

- Bonsoir, je m'appelle Zohra On habite dans la Reynarde, on squatte depuis le 10 février 2005, on est 14 familles en suspens et on voudrait savoir, politiquement, ce qu'on pourrait faire pour nous, enfin pas que pour nous, parce qu'il y en a beaucoup qui veulent un toit et qui sont vraiment exclus. On ne refuse pas de payer un loyer mais pour le moment, on est en suspens. Ils ont voulu acheter le domaine, pour le moment c'était Kaufman et Broad qui voulait faire du logement pour les riches. Et moi je demande, politiquement, est-ce qu'on pourrait faire quelque chose pour les gens qui ont squatté et qui demandent à payer un loyer et à avoir un bail correctement et d'être tranquille, quoi.
- Le détail avant les points importants. Le point important c'est la nature de l'offensive à laquelle on est confronté tout azimut. Tout y passe : emploi, les statuts, la retraite, absolument tout. Deuxième point, et je pense qu'on le traitera, pourquoi ? Est-ce que ce sont des méchants, des libéraux, est-ce que qu'il y a quelque chose d'un peu plus profond dans ce qui se passe actuellement, dans la nature même de la société ? Troisièmement quel objectif on met en face ? Et la question la plus importante, secteur par secteur - logement, emploi, licenciements, etc. - et enfin quel choix de société on fait, quelle perspective on met derrière. Et je commence par la question de détail. Ça ce sont les 4 points principaux mais pour moi la question de détail c'est la suivante : est-ce qu'on n'aurait pas intérêt à commencer par une petite autocritique ? Par balayer devant notre porte, chacun pour ce qui le concerne parce que, si on a aujourd'hui l'arrogance, le vichisme dominant, la traque des sans-papiers et tout ça, certes c'est parce que la bourgeoisie en a besoin et ça a été dit par je ne sais plus qui, mais c'est aussi parce qu'on leur a laissé le champ libre. Expliquons-nous : s'il n'y avait pas eu deux gouvernements de gauche (je prends ma part d'autocritique : j'ai travaillé pour le premier) qui n'avaient pas tenu leurs engagements, est-ce qu'il y aurait cette hésitation ? La réponse est non. S'il n'y avait pas eu ces tractations électorales de boutique - je ne veux pas dater - est-ce qu'on aurait ce déficit de mobilisation ? Et enfin, le propos syndicaliste de Lerichomme m'a interpellé directement parce que j'en suis aussi et que je commence à la retraite maintenant, sur les ripostes de ceux qui sont pourtant des porte-paroles organisés des syndicats représentatifs, est-ce qu'on a là déjà, l'action commune ? Est-ce que le corporatisme ne l'emporte pas souvent ? Est-ce que dans la même corporation on n'a pas des mots d'ordre séparés ? Est-ce qu'on mène bien la bataille sur le fond ? Ce n'est pas sûr. Sur la question des perspectives : mener les luttes, on les mène, j'étais l'autre jour au Canet, avec d'autres, vous étiez ici et ailleurs, on s'est croisé à de multiples reprises mais qu'est-ce qu'on veut ? Un capitalisme un peu moins dur ? Un peu plus humain ? Un peu moins ultralibéral ? On peut y croire. On peut croire à l'immaculée conception et à ce qu'on voudra. Moi, je n'y crois pas. Ou est-ce qu'on veut non seulement changer le personnel politique mais la politique, le pouvoir et la société, et ça veut dire quoi ? Parce que, point par point, objectif par objectif, on peut ou non bloquer les licenciements ? Et pourquoi, ils licencient ? Pourquoi aujourd'hui se mènent des guerres économiques qui s'appellent

« mondialisation », c'est le mot poli pour dire ça, et des guerres tout court ? Encore une fois, si on ne touche pas du doigt le mécanisme qui fait qu'aujourd'hui, ils ont besoin de passer un cran et de nous passer à la moulinette, on risque d'être désarmé. On risque d'avoir des luttes courageuses mais est-ce qu'on inscrit ça vers gérer le capitalisme ou sortir du capitalisme, c'est-à-dire construire une autre société, construire le capitalisme. Moi, je suis dans un HLM, les questions de l'ascenseur qui est en panne un jour sur deux ça mobilise jusqu'au point où ça peut mobiliser, y compris des gens qui sont pas inscrits, y compris des gens qui votent Front National, y compris tout ça. Oui mais après ? Qu'est-ce qu'on oppose ? Quelques objectifs unificateurs on peut mettre dans le panorama ? On n'a pas toutes les cartes en main mais je crois que ces questions-là, il faut se les poser. On ne peut pas découper la lutte immédiate, là pour sauver un poste dans un établissement scolaire, qu'on mène plus ou moins bien, qu'on gagne à l'occasion, des choix fondamentaux qui sont à l'œuvre, que la classe dirigeante met en œuvre et qu'on mettra en échec si non unifie sur des objectifs. Je reviendrai là-dessus si c'est autorisé et si ça ne prend pas trop de temps mais je crois qu'on ne peut pas se contenter de faire un panorama de ce qu'on fait plus ou moins bien, parce que ce qu'il y a derrière c'est : quelle société voulons nous ? Si on veut du capitalisme, encore une fois, je me répète, si on croit que le capitalisme peut s'améliorer, se corriger, être moins barbare, non, les guerres en préparation vous croyez que c'est quoi ? Que c'est de la rigolade ? Ils la mènent en Syrie, ils vont la mener demain en Iran, ils la préparent sur la Chine. Ça ne nous concerne pas, ça ? Au même titre que l'expulsion d'à côté, au même titre, parce que c'est la même politique et la question d'unifier le chômeur (j'ai bien entendu la question de Charles) et l'ingénieur de Cadarache, elle se pose comme ça en terme de quelle société on veut et quelle société on a.

- Armelle : Je milite toujours depuis 2005 dans les collectifs antilibéraux, les collectifs unitaires pour une alternative au libéralisme et j'ai participé à la campagne « Marseille contre-attaque à gauche » pour les municipales à Marseille. Il me semble, avec beaucoup d'autres, que ce que nous avons à créer aujourd'hui c'est une nouvelle maison commune pour militer, pour agir mais aussi pour produire de la pensée tous ensemble, ce que nous ne faisons plus ou plus suffisamment en tous cas. Nous avons donc besoin de réfléchir à ce que peut être le communisme ou le socialisme de ce siècle à venir et ceci sans faire de coupe-sombre dans les « bons antilibéraux », les « bons anticapitalistes » ou les bons ceci, les mauvais cela, enfin je crois que l'éventail est très, très large, je crois que c'est Jean-Paul qui a parlé tout à l'heure de « l'arc du 29 mai ». Nous avons, lors de ce printemps 2005, réalisé quelque chose de très important, nous nous étions emparés de ce qui nous regardait, en l'occurrence la construction européenne, le traité constitutionnel et tout d'un coup, tous ceux d'entre nous qui nous y sommes intéressés, nous nous sommes rendu compte à ce moment là que nous pouvions nous réapproprier la chose publique, ce qui nous regardait, encore une fois et ce au-delà de nos appartenances à des partis ou de nos non-appartenances : on avait été beaucoup dans cette campagne à se dire « citoyens de rien ». Et cette dynamique citoyenne, c'est elle qui a permis d'emporter, entre autres, ce « non » du 29 mai. Alors ce qu'on en a fait après, c'est vrai que ça s'est fracassé sur les présidentielles, sur le malheureux et lamentable échec de décembre 2006, qui nous a conduit à ce que l'on sait en 2007. Donc on en est là, on en est à se dire : comment faire ensemble pour se créer cette nouvelle maison commune ou cette nouvelle force. Je crois que, là, il faut voir large, il faut voir grand, et surtout nous avons à nous interroger, bien sûr qu'il faut changer de société, on en est tous persuadés, c'est pour ça qu'on est là ce soir, mais il ne suffit pas de dire qu'on a envie de changer de société, il faut aussi s'interroger sur les moyens qu'on va se donner pour le faire et se poser aussi la question de savoir comment on va y arriver, quel chemin on va emprunter. Bien sûr qu'il nous faut une force qui soit totalement indépendante du Parti

Socialiste, ça on en est tous absolument persuadés, mais il faut aussi faire avec l'idée que, dans ce pays, pour l'instant, pour les gens qui se situent encore à gauche, malheureusement, le Parti Socialiste c'est encore la gauche, c'est ce qu'on a vu lors de ces dernières élections. Au deuxième tour, quand il s'agit de voter à gauche, on vote encore Parti Socialiste, c'est ç qu'il nous faut changer pour faire en sorte que cette gauche dans laquelle, nous, on se reconnaît, qui est une gauche de transformation, une gauche qui permettra de changer ce modèle capitalisme qui nous mène droit à l'échec, on le voit bien, non seulement à l'échec social mais aussi l'échec écologique, comment faire pour que ce parti socialiste, qui est aujourd'hui hégémonique à gauche, comment faire pour qu'il ne le soit plus : ça c'est une des premières questions qu'on a à se poser. Et l'autre question c'est de nous demander si on ne peut pas commencer par faire ça ici, sur Marseille. Tous les enjeux dont il est questions, le port, le logement, les transports, on les a porté pendant cette campagne municipale, on a commencé à interroger tous ces sujets et on les a interrogés dans un débat bien plus large, on n'a pas fait du local. Tout ce qui concerne Marseille, concerne aussi la France, concerne aussi l'Europe et concerne le monde. Chaque fois qu'on s'est emparé d'un sujet pendant cette campagne municipale, ça avait une résonance nationale, une résonance européenne, une résonance mondiale. Le port en est un exemple flagrant, le logement aussi. Vous parliez tout à l'heure de tous ces projets immobiliers, il y a l'eau aussi, c'est peut-être le sujet le plus symbolique. Alors est-ce qu'on ne peut pas commencer par ça, sur cette ville, reprendre tous ces enjeux, les reprendre tous ensemble, nous qui nous sommes retrouvés là dedans, les reprendre et les porter, les porter tout au long de ces années à venir, de cette mandature Gaudin qui va être longue, qui va être difficile, qui va faire que le ville va être encore plus coupée en deux qu'elle ne l'est, les reprendre, les reprendre ensemble et les porter à chaque fois que nous pourrons et les porter ensemble et interpeler nos concitoyens à chaque fois que nous le pourrons. Donc se créer ce front commun à partir de notre ville, parce que notre ville est vraiment l'exemple de la déconstruction néolibérale à laquelle procède la droite et, oui, la gauche aujourd'hui, puisqu'il faut bien l'appeler encore la gauche, ce Parti Socialiste se réclame encore de la gauche, plus pour très longtemps mais il se réclame encore de gauche. Donc à nous de réagir et il va falloir une voie de gauche sur Marseille, elle va être nécessaire et il va falloir qu'on la porte.

- Paul J'ai signé l'appel « rassembler ». Je n'ai pas signé pour créer un mouvement qui s'appellerait « rassembler », j'ai signé cet appel dans le souci qui est présent aujourd'hui chez ceux qui ont appelé à cette manifestation de rassembler toutes les forces qui veulent aujourd'hui se battre - avec ou sans le parti socialiste, on verra bien, mais déjà commençons, nous par nous battre et on verra bien ce qu'ils feront à ce moment là. D'ailleurs, je félicite les initiateurs de la soirée parce que je pense que c'est un des premiers aspects, que l'on puisse débattre entre nous sur un certain nombre de questions pour ensuite nous mettre d'accord sur un certain nombre de choses. Ça, c'est le minimum. Après il y a un deuxième aspect, qui a été soulevé tout à l'heure par les personnes de la Reynarde, c'est comment ensemble, pas séparément, pas pour montrer comment chacun, séparément on est les meilleurs et apporter notre obole aux travailleurs ou aux habitants en lutte, comment sur Marseille on constitue ce front commun de soutien à tous les gens qui se battent et qui ont besoin de soutien. Je pense qu'il faut quand même aller encore un petit peu plus loin. C'est que ce gouvernement frappe de plein fouet et tout le monde : tout le monde est frappé, je ne vais pas faire l'énumération, c'est quasiment tout le monde, que ce soient les travailleurs, les chômeurs, les couches moyennes, les gens qui vivent dans les cités, tout le monde est frappé par ce gouvernement. Eh bien pourquoi on n'envisage pas une riposte qui soit à la mesure des attaques, soit une riposte centrale, pas secteur après secteur, appelée par exemple tout simplement par les gens qui sont aujourd'hui à la tribune et on pourrait choisir le premier

mai pour faire un travail de popularisation, et j'ai entendu qu'autour du 15 mai, il devait se passer un certain nombre de choses et pourquoi on ne profiterait pas de cette date pour appeler tous ensemble à frapper à ce moment là ? On verra bien qui vient ou qui ne vient pas ! Mais si on ne prend pas d'initiative, c'est sûr que personne ne viendra. Si on veut réellement faire chuter ce gouvernement, on ne va tout de même pas attendre les prochaines élections ! On peut quand même mettre en place un minimum de choses et monter en pression, suivant les résultats de ce qu'on mettra en place, l'analyse étant, bien sûr, faite en commun.

- Laurent : Qui je suis, moi, pour dire aujourd'hui : prolétaires de tous les pays unissez-vous ? Personnellement, je suis degun ! Moi, j'aurais souhaité qu'on face ça avant les municipales, personnellement, je l'aurais souhaité. C'est vrai qu'on est guidé par l'électoralisme aujourd'hui. Les élections politiques rapprochées au cours des dernières échéances ne nous ont peut-être pas permis de voir ce qu'il était possible de faire ensemble aujourd'hui. Moi, ce qui me préoccupe le plus aujourd'hui, c'est effectivement la situation des salariés, plutôt qu'un front commun, moi j'ai peur qu'on retombe dans les débats d'initiés, comme on est retombés en 2005, par rapport au traité constitutionnel. A mon avis, si on n'a pas progressé sur cette question là, c'est qu'on est trop resté dans les débats d'initiés et que le peuple ne s'en est pas assez saisi. Alors, si le peuple ne s'en est pas assez saisi, il y sûrement une raison. Je pense que c'est l'extraordinaire, formidable poussée idéologique du capitalisme, sa capacité à s'adapter avec les moyens extraordinaires qu'il a. Nous on n'a pas ces moyens là mais, des moyens, on peut en avoir, autres que ceux qu'emploie le capitalisme aujourd'hui. Moi, je suis militant communiste, j'étais à la Belle de Mai tous les samedis et là, on distribuait un tract sur les émeutes de la faim qui ont eu lieu en Egypte, au Moyen-Orient, etc., des gens qui ont manifesté parce que, justement, ils ont de plus en plus de mal à se nourrir. A un moment, j'ai apostrophé une dame, j'ai discuté avec elle et son problème premier à elle c'est certes ça mais c'est surtout de trouver un logement. Les gens veulent de l'immédiat. Ça se comprend bien après la question c'est de savoir comment on parvient aujourd'hui à faire en sorte de leur faire comprendre que certes il y a de l'immédiat mais que l'immédiat ne deviendra concret que si on s'y met ensemble et qu'on fait ensemble des choses. Et là, moi j'avoue que j'ai du mal parce que justement, il y a un tel individualisme aujourd'hui que là, vraiment, pour l'instant, moi je suis devant un mur. Et ça, je le perçois de plus en plus, je ne l'ai peut-être pas perçu assez tôt, mais aujourd'hui c'est ce qui me préoccupe le plus. Les salariés à Coca-Cola, ils ont gagné. Ils ont gagné ensemble. Les salariés de Microelectronics, ils se battent, mais ce sont des luttes qui sont bien spécifiques, qui ne se rallient pas à un objectif. Les gaziers, les électriciens, les enseignants, etc. ils mènent leur truc. C'est leur business, voilà, c'est leur business. A un moment, c'est ça qui nous tue. On n'a pas les clefs d'un rassemblement au-delà de nos conditions et autour d'un objectif politique. Qu'est-ce qu'on fait aujourd'hui effectivement, pour ça. Moi j'essaie de faire mais moi je ne suis qu'un homme et j'appartiens à un parti politique bien spécifique, qui est le Parti Communiste Français, j'ai été vachement déçu par rapport aux collectifs antilibéraux. J'ai ma part de responsabilité dans cet échec mais si on repart de la même manière, moi je dis non. Moi, je pense qu'aujourd'hui, si on n'associe pas les gens, je dis bien les gens. Alors, les gens c'est qui ? Parce qu'on n'est pas tous, je dirai, au niveau de la formation et du savoir, on n'est pas tous... Qui sait aujourd'hui qu'à l'assemblée nationale, par rapport au texte sur la « flexécrité » qui a été adopté par les syndicats CFDT, CGC, etc. et que la CGT n'a pas signé, qui sait qu'il y a quelques jours, à l'Assemblée nationale, le groupe PC, s'est opposé au texte et que le groupe PS s'est abstenu. Pour moi, s'abstenir, ça veut dire voter pour. Eh bien si, à un moment, les gens ne sont pas intéressés par ça, parce qu'il y a aussi les actes, je suis désolé, il y a la politique politicienne mais il y a aussi les actes et la loi de flexécrité, c'est

une loi qui met le salarié encore plus en position d'insécurité par rapport au patron et, y compris les salariés protégés seraient aussi concernés par cette loi. Je dirai qu'à un moment, si on ne fait pas de la politique réelle par rapport à notre quotidien, le rassemblement, on aura du mal à le faire vivre, y compris par rapport aux gens qui souffrent aujourd'hui.

Jacques Lerichomme

Il faut quand même faire le point entre nous sur les grands points d'accord, et à la tribune et dans la salle, le point d'accord c'est, malgré un risque de bipolarisation, de bipartisme à la française, c'est aujourd'hui (en tous cas moi je suis de ceux-là) il n'y a pas d'avenir au sein du Parti Socialiste. Je pense qu'il faut construire une force de gauche à l'extérieur du parti socialiste. Je pense que ça, ça nous unifie, c'est au moins une démarche. Alors après, on peut discuter à l'infini, se réunir en salle, sur quel est le bon anticapitalisme, au bout d'un an de formation on aurait un brevet d'anticapitaliste ou d'antilibéral avec un coup de tampon, on a essayé ça, on l'a fait, je suis d'accord avec le copain, là-bas, où en gros, il y a eu les collectifs au moment de la candidature à la présidentielle mais on aurait dû, à un moment donné, même si c'était une véritable dynamique, sortir dehors et aller à la confrontation, aller à la discussion sur des choses concrètes. Ce dont je suis persuadé c'est que les forces séparées que nous sommes ne pèsent pas plus qu'une cacahuète face à la politique de Sarkozy. Ça, j'en suis intimement persuadé, c'est que mis les uns à côtés des autres on ne leur fait pas peur. Moi, mon problème, c'est de leur faire peur. Donc pour leur faire peur, il faut prendre le problème à bras le corps et se dire : on commence par quelque chose. Par la discussion, ça n'a pas marché. Moi, je reprends l'idée de Rouge Vif : il y a la question du port, sur cette question je suis persuadé que ce qui nous unit est bien plus important que ce qui nous divise, ça aurait de la gueule si on avait un tract, une action commune, autour du port, dans notre ville, ensemble, quelles que soient les organisations parce que au-delà de ça, ce à quoi on ne pense pas c'est la majorité des gens autour de nous qui ne sont pas organisés, qui n'ont pas rejoint un parti politique, qui n'ont pas rejoint un syndicat. Moi, ce que j'entends tous les jours c'est : vous n'êtes même pas foutus de vous mettre d'accord alors qu'on en prend plein la gueule. La première des choses c'est que concrètement, on se mette d'accord sur un certain nombre de points. Enfin, il ne faut quand même pas sortir de l'ENA pour se dire : sur les salaires, on peut de mettre d'accord, sur la retraite on peut se mettre d'accord ! Alors, après, oui, on a des perspectives sur quelle société on veut mais continuons le débat ensemble. Oui, on a des discussions sur quelle politique d'alliance au moment des municipales, je suis certainement, moi, beaucoup plus proche de la position de Samy que d'autres mais on sait que ce sont des choses qui sont rugueuses entre nous, ça nous empêche de bosser ensemble sur le port ? Certainement pas. Moi je reprends l'idée de Charles : si ce soir on peut sortir avec l'idée d'un tract commun sur la question du port, eh bien fonçons !

Michel Carrière

Vous avez vu que je n'ai pas été long au début. Je ne voudrais pas le regretter. Reprécisons les raisons de la présence du Parti Communiste parce qu'il faut que les choses soient claires. La Fédération du Parti Communiste, que je représente, a répondu positivement à une invitation de Rouge Midi. Nous participons à un débat comme toutes les organisations et comme les citoyens. C'est pour bien préciser les choses parce que moi, comment dire, le fait accompli, je n'aime pas. Je crois que les choses doivent se faire dans la clarté. Nous avons répondu présent pour discuter des possibilités de se rassembler. Comment et quel objectif ? Alors, après, est-ce qu'on peut définir les objectifs ce soir ? J'entends qu'il y a quelques propositions qui sont faites mais, permettez, je représente une organisation et, notamment dans la question du logement, mon ami et camarade, pourquoi pas ? Mais si je répondais concrètement à ta question, je te tromperais parce que je n'en ai pas les moyens. Si je te disais (je te tutoie) : il n'y a qu'à faire comme ci et comme ça, non, ce n'est

pas l'objet, je crois de la réunion. Moi je crois qu'il ne faut pas confondre, en tous cas rassemblement et alliance, ce sont deux choses différentes. Je ne suis pas venu discuter ce soit des alliances, je suis venu ce soir essayer de comprendre comment on peut faire. Je ne suis pas venu non plus discuter ce soir de l'éventuelle création d'une autre formation, d'une autre maison, etc. J'ai ma maison, je suis organisé politiquement, je crois qu'il faut avoir cette franchise entre nous. Moi je crois que si on prend ce chemin de traverse, qui est un chemin très dangereux, on diminue les possibilités du rassemblement. Je crois que dans ce pays France, il y a une diversité de sensibilités à gauche. Je suis adhérent d'un parti, le Parti Communiste Français, qui représente une sensibilité de la gauche, ne me demande pas ce soir d'abandonner ce que je suis, ce serait diminuer la portée du rassemblement. Par contre, si on parle du rassemblement, parce qu'il faut parler de la construction du rassemblement, c'est le rassemblement de quoi, c'est le rassemblement de qui ? C'est le rassemblement du peuple de France sur la base d'un projet construit et ce projet construit c'est sur la base certainement d'objectifs. Pour être le plus bref possible, je dirai que je me garderai de limiter le rassemblement au simple soutien à quelque chose. Quand je dis « le simple soutien » ce n'est pas péjoratif parce que toute lutte a besoin d'un soutien mais c'est autre chose qu'il faut. C'est, en même temps, qu'entendons-nous par transformation sociale et c'est une question forte. Nous avons notre conception, nous préparons notre congrès et, je te rassure Samy, décembre est important pour nous comme est important aussi pour toi ce que tu fais avec la LCR mais je ne suis pas venu discuter de cela non plus. Nous avons répondu présent pour être partie prenante de cette initiative et pour commencer à réfléchir sur : comment, dans le mouvement des idées, parce que c'est ça qui est important aussi, être porteur d'autre chose parce que, vous savez, je ne vois pas l'avenir en noir, moi. Je crois que nous avons de fortes potentialités, je crois qu'il y a un mouvement des luttes qui existe, qui peut se développer et je crois qu'il faut nourrir ce mouvement, il faut nourrir politiquement ce développement des luttes qui existe. Et je veux dire que la possibilité du rassemblement aujourd'hui, elle passe par là : elle passe par être présent dans le mouvement des idées, elle passe par donner un contenu politique et un débouché politique, je le redis et je terminerai là-dessus, la question c'est : quelle offre politique on peut construire ensemble pour changer la nature des choses.

D. Jeammet

Je voulais juste préciser que Rouge Midi n'a invité personne à abandonner son identité ou à quitter sa maison, que les choses soient claires. Simplement, dans le débat, sont apparus des questions concrètes et je ne pense pas que ça puisse déranger qui que ce soit dans cette salle ou autour de cette table de prendre position pour la Reynarde ou pour les sans papiers ou d'autres questions de ce genre.

Jean-Paul Israël

Je reprécise que moi, je suis aussi membre du Parti Communiste Français et le débat de ce soir, ce n'est pas de savoir si je suis communiste parce que je pense qu'effectivement sur la construction de demain, il n'y a pas de parti providentiel et donc la réponse est citoyenne. Cette souffrance à laquelle il va falloir répondre tous ensemble, elle est citoyenne. Tout à l'heure j'ai émis l'idée que le 29 mai était quelque chose de probant qui permettait à chacun de voir que c'était unificateur, rassembleur, mais en même temps, c'est le mauvais exemple. Parce que c'est plus facile de dire non à quelque chose, parce qu'effectivement, c'était injuste, ce qu'on nous proposait, c'était tout sauf une Europe sociale. Et le monde du travail, le monde des exclus, la jeunesse, les retraités, ils avaient besoin d'autre chose, d'attendre autre chose de cette Europe et ils ont dit non. Mais après, c'est un peu plus compliqué quand on demande à ces mêmes citoyens de dire oui à quelque chose et de construire quelque chose. C'est beaucoup plus compliqué et là, effectivement, ça ne doit pas rester

un débat d'initiés et mois, je suis pour l'idée de forums parce qu'il va falloir regarder comment, tous ensemble, on peut construire la conscience de classe. Il faut la reconstruire sans quoi on n'aura pas d'adhésion pour construire la société de demain. Et malheureusement, c'est un peu long, il va falloir retrousser les manches rapidement, parce que quand on voit ce qui est en face, ça c'est réel, ça c'est concret, on le subit tous les jours mais il va bien falloir se donner les moyens effectivement, ensemble et c'est pour ça que je disais tout à l'heure : on n'a pas le droit, on n'a plus le droit de laisser faire et de considérer qu'effectivement, parce que je suis au parti, je suis meilleur que l'autre ou que l'autre est un peu plus mauvais que moi et que c'est la faute de l'autre si on n'a pas su construire. Moi je suis partisan qu'on revienne aux discussions des collectifs pour construire, avec la citoyenneté et notamment avec le débat démocratique, en se respectant les uns et les autres, la société de demain à partir de ce qu'attendent les gens, c'est simple ça. Les forums, ils ne vont pas consister à mener un débat politique mais à se trouver dans tous les quartiers de Marseille où on sera à l'écoute et à partir du besoin des gens et, à partir de là, on pourra construire la société de demain et celle-là, avant d'être politique, elle est humaine.

Samuel Johsua

Moi je n'ai rien contre ce qui vient d'être dit, je n'ai non plus, Charles, contre les propositions que tu as faites mais je crois qu'il va être difficile que la politique ne prenne pas sa revanche. La politique est au poste de commande. Prenons des exemples : sur le port, bien sûr qu'on peut faire des choses ensemble. On l'a écrit déjà ensemble. Dans le programme de Marseille contrattaque à gauche, très influencé par le programme que vous aviez proposé dès le départ (malheureusement on n'a pas pu aller jusqu'à l'élection ensemble mais, ça, on ne va pas revenir sur ce bilan là) mais sur le fond, il n'y avait pas de désaccord majeur. Bien sûr, qu'on peut le faire ensemble. Il faut le faire ensemble. Si on peut le faire ensemble ce soir, on le fait ensemble ce soir. Il n'y a pas l'ombre d'un doute. S'il faut soutenir la lutte que les camarades mènent sur le logement, on le fait. Entre toi et moi, Charles, en toi et moi et Jean-Paul Israël, et ajoutons le camarade Lerichomme, il n'y aura pas d'énorme souci. Mais quand on va rentrer dans le détail, ce sera plus compliqué. Et tu dis « les citoyens », il y a les sans papiers, par exemple, qui veulent la régularisation de tous les sans papiers. Mélenchon est contre. Il est contre parce qu'il est pour la république, qu'il doit contrôler, etc. il est contre. La politique se venge. Bien sûr tous les citoyens ne demandent pas, pas tous les citoyens, les sans-papiers. Qu'est-ce qu'on fait là ? On se tait ? Ou on avance avec ceux qui veulent pouvoir avancer. Nous, notre position, c'est : on avance et on le dit. On dit ce n'est pas possible avec Mélenchon, on ne peut pas construire un front politique général de la lutte avec Mélenchon parce qu'il est au parti socialiste, qu'il défend la nouvelle charte du parti socialiste qui dit : vive le capitalisme, oui ou non ? Et ça a des conséquences, c'est inévitable. Le logement, Charles tu sais bien que là-dessus il va y avoir un souci parce que, dès qu'on va parler de la politique du logement, entre Rouge Vif et la LCR, il n'y aura pas de problème mais il y en aura avec les institutions qui gèrent cette question du logement : nationales, Sarkozy, OK, on sera contre, mais le conseil général aussi, et la majorité du conseil général, dans laquelle il y a des militants élus d'un parti qu'on connaît bien et que Carrière connaît bien... Et puis, ce n'est pas tout. C'est vrai aussi à l'échelle de MPM, où il va y avoir maintenant un accord entre la gauche et la droite, qui va toucher d'une manière ou d'une autre toutes les questions que nous abordons. Est-ce qu'on peut mettre ça de côté ? On ne peut pas mettre ça de côté. C'est simple : si on met ça de côté, on se lie les mains. Et si on dit : écoutez, on passe l'élection, et puis on va faire des choses ensemble et puis demain, de nouveau il va y avoir une élection, ça c'est l'Italie. Ça ne peut pas marcher. Alors Michel, toi, tu dis que ton parti c'est ta maison mais personne ne te demande de changer de maison, là il n'y a pas de souci mais on est quand même en droit de te dire : regarde l'Italie et regarde ce qui s'est passé au parti correspondant au tien en Italie. Si c'est ça que tu penses pour l'avenir de ton parti, c'est ton choix, il n'y a pas l'ombre d'un doute, moi je respecte

absolument tous les choix. J'ai bien compris que ce n'est pas ce que tu as dit et que ce n'est pas ton souhait, c'est le minimum mais je voudrais savoir quel bilan le parti communiste fait...

Jean-Paul Israël

On n'est pas là pour ça !

Samuel Johsua

D'accord. Admettons, alors j'arrête là-dessus. Très bien, on ne débat pas là-dessus, on dit ça dépend de ce que demandent -je vois bien ce que tu as dit- ce que veulent les citoyens. A chaque étape de ce que demandent les citoyens, ils se heurtent à la politique du capital, donc à la politique des libéraux et de ceux qui font alliance avec les libéraux. Qu'on m'explique comment il est possible de défendre sérieusement ce que demandent les citoyens avec des gens qui font alliance avec le Modem. Qu'on m'explique ça ! Moi, je te dis, ce n'est pas possible. Et je sais qu'on est d'accord c'est pourquoi je te dis, on ne peut pas mettre cette question de côté. Alors, moi je suis d'accord pour que ce soir, s'il y a des choses qui peuvent être proposées, que sorte ce qui peut être fait ensemble. Il n'y a pas l'ombre d'un doute, on est tous d'accord là-dessus. Faisons la liste. Mais la liste elle va être vite faite entre nous, c'est ce que j'ai dit au début : on est d'accord sur quasiment tout. Certainement il y a des points qui nous séparent, moi j'ai mon parti aussi, mais ce n'est pas la question, sur l'élément principal, il n'y a pas de désaccord là-dessus : ce qu'on peut faire, faisons-le. Ce n'est pas possible ce soir en entier ? On fait une réunion et on fait la liste de ce qu'il est possible de faire ensemble comme activités tournées vers l'extérieur. Si c'est ça la position qui est prise, on la fait, c'est excellent, on peut la faire d'une manière générale. Est-ce que cela résoudra les questions de fond qui se posent en général dans le pays ? Ecouter les citoyens, je vais terminer là-dessus. C'est vrai qu'il faut écouter les citoyens mais ce n'est pas d'aujourd'hui, ça fait un paquet de temps qu'on les écoute. De temps en temps, aux citoyens, il faudrait leur dire aussi ce que nous on leur propose. Ce qui disent les citoyens, on le sait tous par cœur, tu le sais comme moi, on est tous d'accord là-dessus, ce qu'ils veulent c'est en finir avec ça, voilà. Bon, maintenant, comment on fait ? Qu'est-ce qu'on fait pour en finir avec ça ?

Dans la salle

Comment vous pouvez parler à la place des citoyens ? Ils veulent en finir avec quoi les citoyens ?
Brouhaha...

Samuel Johsua

Bon, allons faire un tour vers les citoyens et puis on verra ce qui va en sortir en définitive, c'est ce qu'on sait dans les luttes et les mouvements, ça fait combien de décennies qu'on me sert cette histoire qu'il faut aller discuter avec les citoyens, écoutez, soyons sérieux ! Bien sûr qu'il faut discuter avec les citoyens, qu'est-ce qu'on a fait pendant la campagne, nous ? On n'a pas discuté avec les citoyens ? Enfin, du moins, dans ma liste ! Nous on l'a fait, on l'a fait vraiment donc on n'a écouté ce que disaient les gens.

Charles Hoareau

Je n'avais pas prévu de reprendre la parole mais, pour qu'on se comprenne bien, si on veut chercher des motifs de se disputer, ce n'est même pas la peine d'entrer dans la salle, on fait la liste avant de rentrer, elle sera longue. Et si on veut chercher des motifs de se rassembler, il faut qu'on discute tranquille. Nous n'avons pas la prétention, nous n'avons vraiment pas la prétention de sortir ce soir de la réunion avec un nouveau parti qui réunira de la gauche du PS jusqu'aux anarchistes libertaires.

Nous ne sommes pas des doux rêveurs. Par contre, Samy dit : on peut faire des choses, oui mais pour le moment on ne les fait pas. Moi, je comprends bien ce que dit Michel mais ce n'était vraiment pas - si ça a été ressenti comme ça, comme c'est moi qui est fait les propositions, je m'en excuse – ce n'était vraiment pas dans l'idée de mettre qui que ce soit devant le fait accompli. Moi j'ai lancé des ballons de réflexion sur des questions qui me préoccupent en tant que syndicaliste et qui me préoccupent en tant qu'homme politique au sens où je me dis que si on était plus nombreux à porter ces questions là on pèserait dans le débat politique. Maintenant, on ne peut pas en décider ce soir, je le comprends bien, il faudrait effectivement peut-être une réunion plus restreinte entre dirigeants, etc. Sur le concret, je ne sais pas mais en tous cas, aujourd'hui, ce qu'il y a de sûr, c'est que sur un certain nombre de questions qui touchent les gens, on n'a pas d'expression politique commune et si on l'avait ce serait une dynamique dont chaque organisation profiterait en l'état.

- Femme
- Je pense qu'il y a une chose dont on ne parlera pas ce soir parce qu'elle est très simple, c'est Euroméditerranée. Il y a une clique au gouvernement qu'on appelle UMP et il y a également une autre clique qui s'appelle Medef, ils s'entendent très bien et c'est eux qui font Euroméditerranée et par conséquent il faut savoir contre qui on lutte et de quelle manière. Moi, je suis militante à la LCR depuis de nombreuses années, avec des éclipses parce que j'avais des petits à éduquer et un métier très sollicitant mais je suis restée politiquement fidèle à cette organisation qui a bien des défauts. Elle n'a pas que des qualités mais elle recherche, c'est en tous cas l'organisation où j'ai trouvé ce qui est le plus proche pour moi de ce qu'on appelle la démocratie et c'est de ça dont je voudrais parler. On a fait certaines réunions pour ce nouveau parti que je convoite, moi, personnellement, qui ne va pas se faire comme ça du jour au lendemain...

Danièle

Je ne voudrais pas vous couper la parole mais ce n'est vraiment pas le sujet de la réunion de ce soir...

- Alors attendez, ça, je regrette, on ne me coupera pas la parole après avoir entendu ceux que j'ai entendus qui défendaient vraiment grossièrement leur organisation. Non, il n'en est pas question. Et je voudrais simplement dire ça : ce que demandent les gens c'est que le mot de « parti » est très discrédité dans la population. Ne parlons pas de citoyenneté parce que ça c'est plus compliqué. Qui est citoyen conscient et se sentant appartenir à une nation, à un état, etc. ? C'est une dissémination complète de tout ce qu'on peut imaginer comme conscience d'appartenir, la citoyenneté c'est quand même « appartenir » et ce n'est pas une population imprécise. Tous les projets que vous avez de lutter, surtout à Marseille, me paraissent très cohérents, très bien, je suis sûre qu'il faut le faire. Moi je me reproche de ne pas être 12 heures sur 24 en train de militer, parce que les luttes actuelles dans Marseille sont très nombreuses et demandent à être aidées efficacement. Maintenant permettez-moi, je ne prendrai pas beaucoup de temps de dire que dans les quelques réunions que j'ai eues les deux choses qui me paraissaient et qui sont en gésine dans tout ce que disent les camarades ce soir c'est : mouvement ou parti ? Je pense personnellement qu'on ne serait jamais sur Marseille que 1000 ou 2000 pas plus, dans toute la France même pas 10 000, ce serait le début d'une structuration politique qui pourrait se donner un programme et ça, avec l'UMP et le MEDEF d'une côté, l'espèce de délitement absolu du PS, ce serait quelque chose d'utile dans les luttes que nous voulons faire.
- Momo
Comme vient de le dire Charles, on n'est pas là pour se disputer et moi, franchement, ça m'amuse. Ce n'est pas le but. Le but c'est qu'on est tous là ce soir pour essayer de trouver

une solution pour rassembler. Je travail à Carrefour Le Merlan, je suis délégué syndical, je voudrais juste apporter un témoignage concernant les perspectives politiques. Nous on a vécu un exemple flagrant qui a été relayé par tous les media. Il y a eu une journée d'action le 1^{er} février dans la grande distribution. La grande distribution, je ne sais pas si vous le savez, mais c'est les temps modernes, c'est les usines d'antan. A l'époque, il y avait des perspectives politiques après les luttes aujourd'hui non. C'est fini tout ça. Les patrons le perçoivent ça, ils sont mieux organisés que nous parce que, comme le disait tout à l'heure le collègue, les uns à côté des autres, les patrons nous regardent : oui, c'est vrai, ils sont tous ensemble les uns à côté des autres et puis après tout le monde s'en va dans son coin. La mobilisation du 1^{er} février ça a été quelque chose d'extraordinaire dans la grande distribution dans toute la France, ça a été relayé dans tous les media, dans tous les journaux, presse écrite, audiovisuelle et tout, ça a été impeccable. La caissière de carrefour, c'était le symbole. Il y a eu un impact mais politiquement, derrière, ça a été le désert. Je m'explique : syndicalement, on a fait fort mais après ça n'a pas suivi politiquement et c'est le constat qu'on fait tous ensemble. Vous vous en êtes bien aperçu, on a parlé que de ça pendant des semaines, ça a été repris même par des politiques mais ça été juste une vitrine mais derrière... Et là quand j'entends parler nos collègues dirigeants, vous avez tout à fait raison, on est là pour essayer de trouver un moyen de rassembler pour avoir, politiquement, un relais, et c'est ce qu'on constate aujourd'hui. Parenthèse : c'est hors sujet, Monsieur Michel Carrière, c'est ce monsieur qui m'a octroyé mon premier mandat de représentant syndical, autrement j'aurais été renvoyé, là. C'était en 95, il était secrétaire de UL des quartiers nord, voilà.

- Homme

Le thème je crois que c'est « se rassembler » : pourquoi ça veut dire comment faire pour se rassembler pour lutter. Moi, je fais partie comme beaucoup ici de ceux qui luttent et j'ai envie de lutter. Demain, comme tout le monde le sait, dans la fonction publique de l'éducation nationale, il y a un préavis de grève. Moi je suis TOS, victime de la décentralisation, que les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, ont voulu. Il se trouve que le conseil général n'accepte pas le préavis de grève de mon syndicat (je suis membre de SUD éducation). Donc quand je vois que des conseillers généraux dits de gauche empêchent les gens de faire grève, je trouve que c'est grave. Quand je vois que le conseil général des Bouches du Rhône, dit de gauche, alors que les denrées alimentaires ont augmenté de 8% dans les collèges accepte seulement une augmentation de 1% pour la bouffe des élèves, qui sont en pleine croissance, je me dis : je sais que le gouvernement c'est mon ennemi maintenant il faudrait définir d'abord qu'est-ce que c'est que la gauche, est-ce que le PS est encore de gauche ? Est-ce qu'il fait une politique de gauche ? Moi je suis prêt à bouger mais, vraiment, il faut d'abord définir les choses. Avec qui on bouge ? Il faut que vraiment les gens disent : bon, voilà, on fait une politique de gauche, il faut définir les choses. Parce que moi, les gens qui sont moitié-moitié, ça me donne pas envie de bouger. J'ai toujours bougé jusqu'à présent mais il arrive un moment où il faut clarifier. Dès que les choses seront claires, moi, il n'y a pas de problème, je bougerai, et il y en a beaucoup qui pensent comme moi. Quand on voit pendant la campagne de Guérini que Franceschi, un mec de droite, quand on voit la politique pseudo de gauche, quand on voit que Guérini a demandé plus de police pendant sa campagne, comment voulez-vous que des gens qui sont vraiment à gauche cautionnent cette politique ? Après, quand ils perdent ils se demandent pourquoi !

- Bernard

Moi, je vous entends polémiquer sur divers sujets : est-ce qu'il faut une entente, est-ce qu'il faut un tract, le port, pas le port. Alors pour le port il y a les gens qui sont derrière la grille du

port et ceux qui sont devant la grille du port. Et beaucoup de gens qui sont devant la grille du port voudraient rentrer dans ce port-là mais ce n'est pas évident et ce ne sera pas évident pour tout le monde. Surtout quand, sur le port, on a tendance à recruter de la main-d'œuvre étrangère, voyez-vous. Et c'est ce qui se passe quasi quotidiennement. Je ne crois pas que le sujet de ce soir, ce soit forcément le sujet du port. Certes il y a un conflit sur le port à l'heure actuelle mais comme il y a eu un conflit à Carrefour il y a quelques jours ou il y a quelques semaines, comme il y a eu un conflit sur les portes du port - c'est ceux qui sont entre les deux là - pendant les fêtes de Noël, comme il y a eu un conflit durant l'année 2005 à la RTM, à la SNCM, en divers endroits. Je veux dire, Marseille vit tous les jours de conflits différents. Ceci dit, moi je suis un militant communiste, j'ai été candidat pour le Parti Communiste, moi j'ai la même maison que Michel Carrière mais ça ne fait rien, je peux discuter avec tous mes camarades, avec tous les gens que je vois devant le centre de rétention. Tiens ! Il y a 48 heures, je téléphonais à Houria, je téléphonais à la camarade Armelle, parce qu'on expulsait quelqu'un et que, quand il y a un souci, tout d'un coup on se reconnaît entre nous et rapidement on téléphone, on s'appelle, on œuvre et je rassure les deux camarades que j'ai contactés - les trois parce que j'ai contacté Charles aussi, la personne en question n'a pas été expulsée, elle sera libérée demain matin, elle rentrera dans sa famille. Donc on a fait notre job, il n'y a pas besoin de se parler d'accord, de tract pour faire notre métier au quotidien. Par contre, je vais vous dire ce qu'on nous reproche, à nous, les communistes. Disons-le, on est communiste de l'intérieur, communiste de l'extérieur mais quand même on reste autant des communistes, tous autant qu'on est, vous savez ce qu'on nous reproche ? De pas être présents là où on devrait être. Moi je suis rentré dans les cités pendant la campagne électorale, ils m'ont dit : qu'est-ce que tu viens faire ? On ne te connaît pas, toi ! Qu'est-ce que tu viens foutre ici, on n'a pas besoin de ton discours... Et il a fallu ramer pour pouvoir expliquer aux gens. Bien sûr, moi j'avais la difficulté de ne pas avoir de terrain de foot, de ne pas promettre de logement, de ne pas pouvoir aider les forêts d'associations qui sont créées par ceux qui font de la politique en créant des conditions de financement. Alors, si nous on a l'intention de ne vraiment faire que de la politique, on a à être à l'endroit où elle se fait, pas là. C'est bien de se rencontrer, moi je remercie Charles d'avoir créé cet espace mais si on fait des forums et que, derrière les forums qui sont indispensables, il n'y a pas la présence sur les lieux où on a besoin de nous, ça ne sert à rien, les forums ! On se convaincra entre nous, Samy nous dira un truc, Michel, qui est mon ami et mon camarade, nous en dira un autre et, comme disait Charles, on trouvera sûrement les motifs qui font qu'on fera tout pour pas de rassembler. Les gens, ils veulent nous voir rassemblés dans les cités, ils veulent nous voir rassemblés dans les quartiers populaires. Moi, je vous promets qu'à part dans les campagnes électorales, on n'est pas rassemblés dans les endroits où il faut. Alors certes, quand il y a un coup de force à faire devant le centre de rétention du Canet, on le fait. Certes quand il y a un copain qui est expulsé de quelque part, on le fait aussi. Mais on le fait désorganisés, on ne le fait pas très bien, quoi. Donc, ce qu'on attend aujourd'hui de nous pour qu'on devienne une vraie force de gauche c'est qu'effectivement l'endroit où on doit être on y soit, qu'on y soit de manière rassemblée et nos querelles politiciennes, parce que finalement nous aussi nous avons des querelles politiciennes, on les règlera après. Ensuite concernant... parce qu'on ne va pas parler une heure du parti socialiste : le parti socialiste c'est le parti socialiste, nous on n'est pas socialiste. Sauf qu'il est clair qu'à un moment donné, si on n'y prend pas garde, et j'en parlais à Charles il y a quelques jours, quand on était tous les deux dans une voiture, on se dirigeait vers un endroit, je lui ai dit, tu sais Charles, il y a un gars qui m'a dit un truc un peu intéressant, un gars qui a pas été pris au sérieux quand il l'a dit de manière officielle, ce gars là m'a dit : tu sais, Bernard, ils sont en train de créer l'équivalent de l'UMP à gauche. Je suis sûr que, si on n'y prête pas attention, c'est ce qui va effectivement se passer. Donc si on être effectivement la force de gauche qui va tirer les gens de gauche vers la gauche et pas les

laisser dériver vers une droite et le Modem et d'autres partis plus à droite encore, il faut que nous soyons une force présente dans les lieux où il est indispensable d'être. Sinon on continuera à discuter entre nous, on se reconnaîtra devant le centre de rétention et dans les diverses manifestations ou les diverses luttes, on se tapera sur l'épaule, on se fera la bise parce qu'on se connaît bien, ça s'arrêtera là, il ne se sera rien passé d'autre, on n'aura rien fait de politique. Donc aujourd'hui pour faire des choses politiques, trouvons et créons les conditions d'avoir un lieu de rassemblement qui nous permette d'aller ensemble là où on doit être pour faire ce qu'on a à faire.

- Isabelle

Je ne suis dans aucun parti politique, je suis juste adhérente à la CGT. D'abord, excusez-moi mais je trouve qu'il n'y a pas grand monde dans la salle, il y a beaucoup de monde qui a appelé, beaucoup d'organisations mais on est 50...

Danièle

Il n'y a pas beaucoup d'organisations qui ont appelé, les représentants qui sont là sont nos invités, les invités de Rouge Midi...

- Isabelle

Tu me laisses dire ce que je veux dire ? Je dis quand même que ça a été envoyé, moi je l'ai vu sur mon mailing, je l'ai vu sur le mailing de RESF, je l'ai vu sur d'autres endroits, donc ça a quand même été diffusé. Je peux quand même dire que je m'attendais à un peu plus de monde, compte tenu de la situation politique et sociale dans laquelle nous sommes. Ça, je tiens quand même à le souligner.

Je voulais dire aussi que les capitalistes ont été quand même beaucoup plus intelligents que nous parce qu'ils ont su, eux, l'appréhender ce que nous l'avons pas su faire, c'est pour ça qu'on est dans la merde (excusez-moi, mais...). On n'a pas su aller aussi loin et voir aussi vite qu'eux ce qui se passait actuellement et on cherche des réponses. Je suis tout à fait d'accord avec ce qu'à dit le copain du Parti tout à l'heure : il faut trouver des endroits... A un moment on a fait une campagne, on a dit il faut investir certains lieux, certains y sont allés et puis, bon, basta ! C'est là où on devient des politiciens et ça, c'est grave, je le dis comme je le ressens. Il n'y a pas de génération spontanée, les citoyens ne vont pas venir spontanément voir etc., c'est à nous à faire la démarche, c'est à nous à aller les voir, c'est à nous à leur voilà : ensemble, qu'est-ce que nous faisons ? Ensemble, qu'est-ce que nous proposons ? Nous avons des propositions, ensemble discutons-les. Quand on disait qu'il fallait créer des conseils de quartier c'était simplement pour faire de la gestion etc. mais pour être au plus proche des gens. C'est une idée qui a été dite pendant la campagne, au moment de Marseille Contrattaque à Gauche. Concrètement, est-ce qu'il fallait absolument avoir des élus pour se dire : essayons de mettre ça en place. Moi je pense que non. Il fallait dire : c'est une idée forte, c'est une idée à laquelle nous croyons, c'est une idée avec laquelle nous serons au plus près des gens. Pourquoi n'essayons-nous pas de mettre ça en place. Justement pour discuter. Moi je dis qu'on avance comme ça en faisant des mouvements, après on verra s'il faut aller vers un parti. Parce que obligatoirement il va y avoir un moment où la question politique, du point de vue organisation etc., va se poser parce qu'on ne peut pas faire que du syndicalisme, on ne peut pas dire on va défendre les salariés et tout, il arrivera un moment où la question politique se posera c'est un fait mais je pense que ce n'est pas mûr et je pense qu'il faut créer les conditions et les conditions, elles se créent aussi en faisant participer le maximum de gens. Moi quand je parlais de la directive européenne sur les centres de rétention, c'est parce que derrière ça est posé justement, au niveau européen, qu'est-ce que la migration, qu'est-ce que la main-d'œuvre, comment se fait l'exploitation et tout ça et, là-dessus il y a

beaucoup de choses à dire il me semble. Comment on peut permettre, nous gens de gauche, que la rétention soit de 18 moi ? Ce n'est pas possible ! Et cela soulève énormément de choses, c'est pour ça que j'insistais tout à l'heure. Et rapport à l'action qui a été faite sur l'eau, c'est exactement la même chose : ce n'est pas simplement parce qu'ici c'est Veolia, etc., c'est un enjeu mondial et comment nous répondons, nous, à cet enjeu mondial. C'est ça qui est posé. Le copain dit : il faut changer de société, tout le monde sait qu'il faut changer de société, ce n'est pas ça qu'on pose mais : quels sont les problèmes fondamentaux actuellement et comment on veut essayer d'avancer tous ensemble. Voilà comment je le ressens et je voulais le dire.

- Bonsoir à tout le monde, je m'appelle Nadia et j'ai travaillé tranquillement pendant 25 ans dans un foyer qui s'appelle Sonacotra. J'ai aujourd'hui 54 ans et Adoma, le donneur d'ordre a décidé autrement pour moi. Je comptais aller jusqu'à ma retraite et puis voilà, on fout 39 salariés dehors par leur choix, parce que ce sont des donneurs d'ordre. Ils ont décidé de prendre des régies et nous avons un gros problème... Vous connaissez bien les foyers Sonacotra ? Ils sont bien logés, les gens, là dedans ! Et ils y meurent... Si une femme de ménage ne fait pas attention que l'un ou l'autre, on ne l'a pas vu pendant une semaine, je peux vous dire que j'ai assisté à la mort atroce d'une dame de 41 ans, qui s'est suicidée dans un appartement du 8^{ème} étage, c'était en plein période de canicule et je vous assure que ça sentait mauvais jusqu'en bas au rez-de-chaussée. Elle y est restée 15 jours alors qu'il faisait extrêmement chaud. Et l'Adoma, se baladant dans les couloirs, n'a rien senti ni rien vu comme d'habitude. Et les donneurs d'ordre continuent et ils continueront si vous, les partis politiques vous n'interpelez pas si vous ne faites pas quelque chose pour ces gens, ceux du nettoyage aussi parce qu'il y en a un bon paquet - je suis conseiller des salariés et j'en reçois tous les jours - et il a raison Momo de dire que les patrons sont bien organisés par rapport à nous : effectivement, ils ont tout pour liquider un salarié. Ils ont tous les outils qu'il faut et moi je n'ai que ma petite mallette. Je tiens à remercier devant tout le monde Charles Hoareau et l'UD et aussi la participation des gens du port, parce qu'ils nous ont soutenus effectivement, mais ça fait 7 mois que ça dure et nous n'avons pas un salaire et il y a des expulsions. Comment voulez-vous qu'à 54 ans, je retrouve un boulot ? Je suis désolée, je m'estime jeune encore et vaillante. On me fout à la porte ! Et pas seulement moi. Lorsque nous avons eu une grève à l'époque - vous vous souvenez, Monsieur Michel Carrière - lorsqu'il y a eu cette grève à Nice-Village, vous y étiez, vous avez soutenu les collègues, eh ! bien, Sonacotra, c'est son choix, lorsque j'ai vu le directeur régional, Monsieur Jean-Paul Romengère, je lui ai dit : Monsieur Romengère, vous avez pris une grave décision, vous savez que parmi les salariés il y a des résidents de chez vous ? Il a répondu : ça entrera dans les impayés. Voilà la réponse des donneurs d'ordre. Des expulsions dans les foyers Sonacotra, il y en a aussi, et ils sont mal logés, je peux vous le dire, maltraités et mal logés et j'en passe, j'aimerais bien dénoncer certains trucs parce que, à l'époque, ils payaient les loyers en espèces, les pauvres gens, et ils se faisaient rouler dans la farine. Ils payaient leur loyer en double, voilà ce qui se passait avec la Sonacotra - Adoma actuellement, je tiens à le dire et à le préciser. Alors j'espère vous voir le 7 mai, au prud'homme, ce sera à 11 heures, j'espère qu'il ya aura beaucoup de monde parce que ça s'éternise et les donneurs d'ordre, eh ! Bien c'est comme ça.

- Bernadette Johsua

Moi je voudrais revenir sur deux choses. Un : je ne crois pas que Marseille soit le centre du monde. Des appels à y aller tous ensemble maintenant, j'en lance 3 fois par jour dans toutes les structures où je suis et je pense qu'il ya des problèmes politiques plus importants et les débats qui sont là, ça ne fait pas... Enfin, bon, je remercie de les avoir organisés mais j'en

attendais plus. Je suis un peu déçue sauf dans la réponse de Monsieur Carrière qui, elle, est très claire. C'est la même que celle qu'on a eue quand on a essayé de faire des listes communes sur Marseille avec Marseille Contrattaque à gauche. C'est-à-dire que chacun reste sur son quant à soi. Moi des collectifs de quartier, j'en fais. C'est ça on cherche des espaces ? Il y a des espaces. Pour revenir sur la question de « comment on lance un tous ensemble » il faudrait d'abord se poser la question de savoir pourquoi les responsables nationaux de lancer ce tous ensemble ne le lancent pas ? C'est-à-dire les responsables syndicaux et ça, il faut qu'on en discute entre nous et ça, effectivement, ça fait peut-être partie des choses sur lesquelles on ne sera pas d'accord. Mais tant qu'il n'y aura pas un appel national à une journée nationale d'action, tous ensembles, public, privé et jeunes, évidemment on va en rester là. Tant qu'il n'y aura pas une plateforme... On va dire que sur le port on est d'accord, mais pas tout le monde est d'accord, il y a des gens qui sont dans une majorité qui est pour la privatisation du port ! Comme on vous l'a dit, les gens qui ont fait Marseille contre-attaque à gauche, on a distribué un tract sur le port sur lequel effectivement ont été tous d'accord mais ce n'est pas à partir de là qu'on va arriver, ce n'est pas morceau par morceau. Il y a des structures dans lesquelles on arrive à travailler ensemble, on était certains d'entre nous, samedi, à un truc qui s'appelle la Convergence nationale pour la défense des services publics, ça discute avec les gens, ça pose les vrais problèmes. C'est vrai que quand on distribue un tract sur un e poste, les gens, je peux vous dire qu'ils ont des choses à dire. Ça s'implante dans les quartiers, ça s'implante surtout dans les petites villes et ça regroupe toutes les forces dans les petites villes. Mais ça, ça ne résout pas le problème de la force politique qui va porter ces revendications et qui va porter - disons les choses comme elles sont - une question de révolution. Ce n'est pas tract par tract et secteur par secteur et Marseille à côté de Pertuis qu'on va arriver à construire une force politique. Donc ma réponse, qui est celle d'autres camarades et qui est celle qui est proposée par la LCR c'est de s'y mettre tous ensemble, à construire un parti tous ensemble, voilà ! Et les gens qui pensent qu'ils ont déjà leur maison et qu'ils ne peuvent pas le faire, ils viendront après, ils resteront sur le bord de la route qui sera ce qu'elle est devenue en Italie. Donc je vous appelle à rejoindre le MPA.

- Ana

Bonsoir à tous. Je m'appelle Ana. Je viens des îles du Cap-Vert. Moi, je ne suis pas politique, je ne connais pas la politique. Je ne suis pas Française, je suis noire. Mais il y a tellement de choses dans ce pays qui ne me plaisent pas que j'ai envie de dire : pour améliorer ça, qu'est-ce qu'il faut faire ? Déjà, arrêter de s'arracher les yeux entre nous. Essayer d'être plus solidaires. Essayer d'être plus à l'écoute des gens qui sont pauvres, miséreux, comme moi. Essayer d'arrêter de nous trier par couleur - si c'est possible bien sûr. Parce que ça fait 23 ans que je suis là, aujourd'hui quand je vais dans mon pays, le plus douloureux, c'est qu'on me considère comme une Française. Mais en 23 ans que je suis là, je n'ai jamais été acceptée comme telle. Pourquoi ? Parce que je suis noire. Au temps des colons, je savais qui j'étais. Aujourd'hui, on n'est plus au temps des colons mais je ne sais toujours pas qui je suis. C'est ça qui est grave. Quand il y a quelqu'un qui meurt dans mon quartier, s'il est blanc, ça va, on va savoir. S'il est noir, on va savoir aussi mais par contre, ce que j'ai vu il y a une semaine de ça, ça m'a tellement choquée que je demande encore : dans quelle société on vit ? Qu'est-ce qu'il faut faire pour améliorer ça ? Est-ce qu'il y a quelque chose qu'on peut faire pour améliorer ? D'ici 20 ans, est-ce qu'on va dire à nos enfants la vie est moins triste ? Est-ce qu'on va arrêter de pleurer ? Parce que moi j'ai tellement pleuré que mes larmes sont sèches maintenant. Heureusement que mes parents étaient morts avant ! J'en ai profité pour pleurer un petit peu. Dans quelle société on vit ? Qu'est-ce qu'on va faire ? Au lieu de nous arracher les yeux, essayons d'être en accord, de trouver la paix, la tranquillité, en ce

moment, ça vaut plus que de l'argent, même si on a du mal à le croire. Parce que quand on meurt, on n'emène pas les billets au ciel. Mais l'amour, la paix, la tranquillité ça va raconter des histoires pour nous et pour nos proches, au moins on va en garder un bon souvenir. Le portefeuille c'est bien beau mais ce n'est pas tout, les Français ! Non, je suis désolée, vous pouvez me jeter des pierres si bon vous semble, mais ce n'est pas tout. Aller, je vous laisse, au revoir !

- Christian

Moi je ne suis pas membre d'un parti quel qu'il soit mais je suis vraiment d'un pessimisme, à l'issue de cette réunion, parce que j'ai une ribambelle, à une table, de partis politiques qui veulent refaire l'alliance par le haut, une sorte de programme commun bis mais 40 ans plus tard, c'est-à-dire à l'issue d'événements qui sont finis depuis bien longtemps, alors que le monde a changé, la société a changé et le monde social s'est bien modifié également. Et qui se lancent en plus des piques assez agressives sur l'air de « je suis le meilleur mais je suis meilleur que toi » à partir de certains résultats électoraux. Alors moi, les gens qui me donnent des leçons quinze jours après - par exemple, je parle de l'Italie, Johsua a parlé sans arrêt des résultats des élections italiennes - je tiens à lui dire que le parti Arco Baleno n'a pas encore tiré les analyses de la défaite électorale mais toi, 10 jours après, tu es capable, de Marseille, de nous dire pourquoi en Italie ce résultat est advenu. Au passage, je vous annonce que très vraisemblablement, la mairie de Rome est tombée ce soir entre les mains d'un fasciste. Et, en face, il y avait l'ensemble de la gauche réunie. Je crois que tirer des leçons, faire des analyses aussi péremptoires, aussi rapides, dans l'idée de construire un parti de l'avant-garde révolutionnaire qui va porter au peuple les bonnes paroles par la suite, en disant : mais que font les syndicats pour ne pas décréter encore la grève générale, camarades, 40 ans après mai 68 ? Eh ! bien je trouve qu'on est vraiment dans l'incantation incantatoire qui rappelle énormément la masturbation intellectuelle du politicien par nature. Excusez-moi de cette expression, mais je commence à en avoir ras le bol de ça ! Parce que le monde dans lequel nous vivons n'est pas celui qu'on pratique dans son salon, devant la télévision en faisant l'analyse de Monsieur Pujadas mais simplement dans la réalité de tous les jours. Nous sommes dans une société complètement fragmentée et vous êtes l'image de la fragmentation de la société. Je suis désolé mais si nous sommes dans une situation aussi merdique que cela, c'est parce que le capital a fragmenté. Il y a quelques années de ça, il y avait un parti communiste assez fort dans ce pays, je n'ai pas entendu ces mêmes personnes dire : il faut se rassembler autour du parti communiste. J'ai entendu par contre ces mêmes personnes dire : non, il faut lutter contre le parti communiste. On est au 40^{ème} anniversaire de 68, reprenons un certain nombre de mots d'ordre à l'époque. Reprenons les discours où on n'a pas soutenu le mouvement social, on n'a pas soutenu le mouvement politique de l'époque. Alors, je sais bien, on peut lancer des anathèmes sur Mélenchon, Fabius, Marie-Georges Buffet, pourquoi pas Christian Picquet, etc. Lançons des anathèmes et continuons ce genre de choses. Mais, les gens n'en ont rien à foutre des anathèmes, ils n'en ont rien à foutre de savoir si Mélenchon a telle et telle position... Ceux qui découvrent que le Parti Socialiste aujourd'hui est un parti social-démocrate, ils se faisaient des illusions il y a quelque temps sur le Parti Socialiste ! Désolé, mais ce n'est pas une découverte pour moi de savoir que le Parti Socialiste n'est là que pour gérer les affaires du capital et je n'ai pas envie de me positionner simplement par rapport au Parti Socialiste. J'ai envie de me positionner sur les enjeux sociaux qui se posent à l'heure actuelle. Quelle riposte apportons-nous à Nicolas Sarkozy dans tous les coups du butoir qu'il lance dans la politique sociale, dans la politique sur les valeurs morales, sur l'idéologie, sur absolument tout. Ce soir, je ne cherchais pas des réponses mais je n'ai vraiment pas envie de militer, j'ai envie de rentrer chez moi et de me

dire : demain sera peut-être un autre jour... Non mais, vous pouvez rire mais c'est la réalité : si les gens ne sont pas derrière les mouvements politiques c'est que justement, sans doute, ils se posent tous ces mêmes questions là aujourd'hui. Cessons de rêver aux lendemains qui chantent et cessons de croire que la réalité est celle que nous allons définir. Je suis désolé mais je suis militant syndical, j'agis également dans mon activité professionnelle je me trouve mieux actuellement dans mon activité professionnelle que sur le champ politique parce que, sur le plan politique, je ne vois pas de réponse. A Marseille (je termine) pour les élections municipales, je n'ai pas voté Guérini parce que notamment, dans l'arrondissement dans lequel j'étais, il y avait Franceschi. Je ne vote pas pour un militant du SAC, je ne vote pas pour un homme de l'UMP, je ne vote pas même s'il se présente sur une liste de gauche. Par défaut, j'ai voté Marseille contre-attaque, je précise par défaut parce que je devais m'exprimer en tant que citoyen, parce que je suis un citoyen actif, donc je me suis exprimé mais si maintenant j'entends le discours de Marseille contre-attaque disant : nous avons fait ceci, venez vous rassembler autour de nous, je dis non, je n'ai pas voté pour ça. J'ai voté contre quelqu'un et par défaut j'ai voté Marseille contre-attaque, j'aimerais bien, à un moment donné, voter POUR quelque chose. A condition que l'ensemble des partis politique ne me considère pas comme un instrument mais comme un citoyens à part entière et où j'ai la possibilité de m'exprimer.

- Lydia

... je ne me retrouvais pas, justement, dans le parti communiste et je suis élu du personnel du conseil général. Donc je me bas contre Guérini toute la semaine, c'est assez musclé et, dans l'action, on essaie d'y arriver. Moi, je ne vais pas polémiquer, ce n'est pas la peine, d'abord je n'ai plus envie, ça m'a gonflée la politique, sincèrement. Dernièrement, je suis écœurée, je ne vais même plus dans mon parti ces derniers temps parce que je n'y arrive plus. J'en suis profondément gonflée parce que je vis dans une cité où toutes les semaines on passe sur les journaux, où toutes les semaines on a des braquages, on a des trains qui s'arrêtent dans mon quartier et, comme je suis la présidente du CIQ, je passe ma vie avec le commissaire de police. Donc, vraiment, c'est l'enfer. Moi, ce que j'ai envie de faire, c'est plutôt un petit gouvernement qu'on créerait nous, c'est-à-dire, chacun on sait faire quelque chose, on a des métiers, on a des connaissances, on a des possibilités et je pense sincèrement que, chacun, on pourrait créer (puisque on sait pas faire entre nos partis, on se tire des coups à vue de tous les côtés, on n'arrive pas à s'allier les uns avec les autres) donc plutôt monter quelque chose. Faire un montage. C'est-à-dire : moi, je sais faire, je travaille à l'aide sociale à l'enfance depuis 14 ans, entre 15 et 25 ans, il y a un gros trou, des jeunes qui tournent mal, qui virent, on n'arrive pas à créer des solutions, eh ! bien c'est créer quelque chose, une dynamique autour de ça. Vous, vous êtes plus spécialisés dans l'emploi, eh ! bien on va peut-être travailler autour de ça, l'autre il saura faire dans le port eh ! bien on va construire. C'est-à-dire qu'au lieu de faire comme on a fait jusqu'à maintenant, comme on n'y arrive pas, puisque même avec ces collectifs antilibéraux on va à l'échec sans arrêt, donc peut-être qu'il faudrait faire autrement et peut-être, pourquoi pas, aller pour de bon avec des gens qui savent faire - on dit : on est 50 mais à 50 on peut tout démonter ! Au Conseil général, je peux vous dire qu'à 58, on lui a démonté les plaques, à Guérini, la haut, au neuvième et il a tremblé, donc à 50, on peut en faire, des choses. C'est pas vrai qu'à 50 on ne peut rien parce que, peut-être qu'aujourd'hui on est 50 mais peut-être que dans deux mois on sera 100, peut-être 150 mais si on construit quelque chose de réel, du concret, qu'on va sur les problématiques des cités parce c'est là qu'on les perd, les gens, pourquoi ? Parce qu'on n'y va que pour l'élection, pour découper des rubans. Moi, j'en ai plein le cul qu'on découpe des rubans chez moi ! Moi, ce que je veux, c'est qu'on travaille sur mon quartier parce que,

quand les gens sont dans la misère et dans la pauvreté, qu'est-ce que vous voulez qu'ils fassent, ces jeunes, à part arracher des sacs et voler, voilà ce qu'ils font les jeunes ! Et on en est à un drame humain, un drame humain de nos jeunes qui tournent mal. Et en plus, certains d'entre eux, même s'ils n'ont pas de problèmes, ils en ont, alors on en est à un gros problème. Donc vraiment, reprendre ces problèmes de société là, les énumérer un par un et on arrête de faire des réunions et on va sur le terrain pour de bon et on essaie de travailler sur ces problématiques. Justement, comme je ne sais pas faire de politique, peut-être qu'on peut la faire autrement puisque, apparemment, la vôtre à tous, elle ne marche pas. Donc, il faut faire autrement.

Applaudissements

- Ouda

Bonsoir, vous m'écoutez ? Moi, je vous entends parler depuis tout à l'heure politique, politique, politique, tel parti, tel parti. Moi, je suis venue, sincèrement, surtout par rapport au logement. Je vois des dizaines de personnes une fois par semaine parce que je fais une permanence logement au comité chômeurs et ce sont des gens qui ne croient plus en aucun parti politique. Ils sont désespérés. Aujourd'hui leur désespoir, c'est le logement, c'est le travail, alors concrètement qu'est-ce que vous proposez ? C'est bien l'unité de chaque parti, je ne demande pas, bien sûr, d'être infidèle à votre parti mais plutôt de lutter contre un gros problème qui est le capitalisme aujourd'hui et donc moi j'attends des réponses, j'attends quelque chose concernant le problème du logement, la misère, d'accord ? Voilà.

- Femme

Il y a plein de choses qu'on se dit en écoutant tout ça mais quand j'entends les femmes (parce ce sont plutôt les femmes) qui ont parlé des questions de logement, quand j'entends celles de la Sonacotra, quand j'entends les ports, etc., je me dis qu'on est ici tous convaincus qu'il faudrait faire et j'ajouterai que c'est assasin qu'on n'y arrive pas et pourtant on n'arrive pas à faire et ça c'est un vrai problème. J'aimerais qu'on fasse des fronts communs permanents. Ces jeunes qui pourrissent la vie de la cité, moi je m'en occupe tous les jours et actuellement, ils sont en prison pour beaucoup d'entre eux. Il y a un établissement pénitentiaire pour mineurs qui a ouvert à la Valentine. Depuis qu'il est ouvert, le 5 novembre 2007, il y a 60% d'augmentation d'incarcération des mineurs sur les Bouches du Rhône, sur la région PACA. Dans ces conditions effroyables : il y en a un qui s'est suicidé à Lyon, j'espère qu'on n'aura pas ça à Marseille. Ces gamins là et leur famille, ce sont effectivement les premières victimes de ce système capitaliste qu'on dénonce tous, les plus grandes victimes - on en est tous victimes mais eux sont les premières. Alors on fait quoi, tous, par rapport à tout ça ? Je n'étais pas tout à fait d'accord avec le copain un peu véhément derrière, sauf qu'il y a une chose qu'il dit et qui est objectivement vraie, qui est qu'une grande partie des citoyens, y compris ceux qui peuvent se reconnaître dans les valeurs de gauche, ne se reconnaissent pas dans « l'offre politique » actuelle. Ils ne se reconnaissent pas dans le PC, ils ne se reconnaissent pas dans la Ligue, ils ne se reconnaissent pas dans le projet de NPA, ils ne se reconnaissent pas dans les collectifs antilibéraux. A partir de là, ça nous oblige à réfléchir, je pense, à savoir qu'est-ce qu'on fait. Moi, je ne pense pas qu'on fera sans les gens et les dirigeants, pour certains d'entre eux, qui sont actuellement dans les organisations. Moi, je n'y crois pas, je ne crois pas aux générations spontanées mais je crois par contre qu'on a une impérieuse nécessité de réfléchir à comment se rassembler et avancer autrement. Parce qu'autrement, on n'y arrivera pas. On est (presque) tous, je dirai, convaincus qu'il faut créer

un parti indépendant du PS, à la gauche du PS, etc. Si on est convaincu de ça, déjà, on doit tirer ensemble je suppose, un certain nombre de bilans communs sur, on va dire, les expériences depuis 81 pour parler de la France. Je suppose qu'on tire un certain nombre de bilans comme ça. Je pense aussi qu'on a en commun un certain nombre de valeurs et un certain nombre d'objectifs. Donc, moi, je me dis : pourquoi n'essayons-nous pas de partir de là ? D'abord dans un front commun face à soit des luttes, soit des problématiques - que ce soient les jeunes délinquants, le port ou l'eau, mais que ce soit aussi pour discuter de projet de société parce que l'unité pour l'unité, sans base, sans fond, on est tous d'accord, ça ne marchera pas. C'est peut-être une déformation professionnelle, mais moi j'ai l'habitude d'aller d'abord vers ce qui positive, vers ce qui rassemble, plutôt que de délimiter tout de suite ce qui divise. Peut-être que Mélenchon ne sera jamais dans le même parti que moi parce qu'il y a un certain nombre de points - Sammy parlait de la politique d'immigration des sans-papiers - qui seront carrément réhabilités, on ne pourra franchement pas, bon, mais, pour l'instant, mon propos n'est pas de savoir ce que mon voisin pense de Mélenchon et si Mélenchon peut ou ne peut pas être dans le même parti que nous... Oui, oui, je connais la réponse concernant mon voisin... mais ce n'est pas ça qui m'intéresse, ce qui m'intéresse c'est de définir en positif avec tous ceux qui veulent, quelle politique d'immigration on voit, nous, quelle politique immédiate vis-à-vis des sans papiers, quelle politique vis-à-vis de ceci, quelle politique vis-à-vis de cela. S'il y a des gens - des gens ou des partis ou des courants dans des partis - qui ne s'y retrouvent pas, eh ! bien, en marchant, on se rendra compte qu'il y en a qui ne nous ont pas suivi sur le chemin, pour moi ce ne sera pas un drame. Pareil pour les copains qui sont aujourd'hui dans le parti communiste ; je sais qu'ils ont des discussions entre eux et qu'il va y avoir un congrès. Bon, ils avancent. On aboutira au bout du compte au même endroit ou pas. Ou pas. Tout ça est en débat partout. Donc essayons de créer un espace où nous nous retrouverions 1) dans les luttes et 2° de façons un peu plus permanente pour discuter de ces choses là. Et puis après, on verra bien qui sera là, qui ne sera pas là. Mais actuellement, les « offres » qui sont « mises sur le marché » (c'est provocateur mais ça ne veut pas l'être), même les toutes récentes, ne convainquent pas. Alors créons un espace où tous ces gens pourront venir, dans un premier temps, sans perdre leur identité ou leur projet propre.

- Jean-Luc

Je suis militant syndical, militant politique. Je suis très emmerdé ce soir. Je suis très emmerdé ce soir parce que la plupart d'entre vous, vous me connaissez et moi je connais la plupart d'entre vous. Même si on est 50 aujourd'hui et 100 plus tard, etc. je pense que ce n'est pas avec 50 qu'on va avancer et je voudrais qu'on redise un petit peu dans quel contexte on est là. Le contexte, on l'a donné au niveau de l'urgence sociale, l'urgence sociale au niveau du logement dont parlait Houda, l'urgence dans les quartiers, avec ce que disait Ana et puis Lydia, l'urgence au niveau de sans papiers, on se rencontre avec Sammy ou d'autres, devant le centre de rétention, l'urgence sociale - toi, Bernard, tu te la fermes, parce que, sous la pluie, bon... Le deuxième élément au niveau du contexte, c'est qu'il ne faudrait pas non plus qu'on oublie qu'on a en face de nous des media qui sont extrêmement forts et ce n'est pas pour rien non plus que je suis à radio Galère. Je dirai qu'il y a aussi ce travail de la goutte d'eau qui tombe tous les jours sur les esprits qui, effectivement, enracine des idées capitalistes, et qui doit aussi nous faire réfléchir. Quelle est l'attente, aujourd'hui ? Quelle est l'attente des populations ? Quelle est l'attente des gens dans les quartiers ? C'est aussi le troisième point du contexte. Je vais vous raconter une anecdote. Je suis accompagnateur à l'emploi dans le 15^{ème}-16^{ème} et pas plus tard que ce matin, j'ai vu une brave dame, qui me dit : « je voudrais bien devenir médiatrice auprès des jeunes, accompagner les jeunes, faire réviser les devoir

scolaires, etc. Et puis, je suis contente parce qu'on a une association, là, ils vont m'embaucher, même qu'avant les élections, on est allé voir Samia Ghali et puis Gibrayel, et ils nous ont promis des subventions pour notre association. Maintenant, ce qui est embêtant, c'est que maintenant, depuis les élections, je n'arrive plus à les joindre. » Je lui ai dit : ça, j'aurais pu vous le dire avant mais bon, ce n'est pas grave ! Mais il y a une attente. Il y a une attente à cause de l'urgence. Il y a une attente parce que les gens, ils ont effectivement envie d'autre chose. Dans une réunion à laquelle Charles m'avait invité, il y a quelque chose qui a été dit, qui m'a frappé, c'est que, dans la tête des gens, les idées communistes aujourd'hui elles existent. Les idées communistes existent parce qu'on se dit qu'on ne peut plus atteindre la fin du mois, on ne peut plus se loger avec un salaire, ce n'est pas ça qu'on veut. Et, ça, c'est des idées communistes. Effectivement dans la tête des gens, il y a « des idées » communistes, il n'y a pas forcément une mise en route, il n'y a pas forcément une action. Je fais partie d'un comité chômeur, dans le 5^{ème}, je vois des gens qui, le 10 du mois, avec 385 € par mois, n'ont pas de quoi bouffer. Quand je m'adresse au Secours Populaire, aussi bien pour le Comité chômeurs que pour les ressortissants dont je m'occupe dans 15^{ème}-16^{ème}, ils me disent : on n'a plus rien en ce moment. Il y a vraiment une urgence, il y a vraiment une attente des gens. Et nous, qu'est-ce qu'on fait ? Qu'est-ce qu'on fait à 50 ? Alors, je suis désolé, ma camarade Johsua - Babette, je suis désolé, moi je crois que c'est tract par tract, je crois que c'est au porte à porte dans les quartiers, dont Bernard Marty disait tout à l'heure : on n'y est plus. Pourtant on y était au moment des cantonales, on a été relativement bien accueillis, Bernard, à la Bricarde.... Maintenant, je vais te dire, les gens de la Castellane que je rencontre dans mon boulot, on avance avec eux. Donc, moi ce qui m'inquiète un peu ce soir c'est qu'on oublie, au nom d'intérêts politique - il faut être clair là - de boutiques, et pourtant je fais partie du Parti Communiste, je le dis, au nom d'intérêts politiques de boutiques, on oublie quel est l'objectif qu'on doit se donner, qu'on doit se fixer. Et l'objectif, pour nous, c'est d'être utiles. C'est d'être utiles aux gens, c'est d'être utiles à notre peuple, c'est d'être utiles aux peuples du monde, parce qu'il faut, au mon avis aussi, qu'on n'oublie pas cette dimension internationale de nos luttes. Moi, ça m'emmerde aujourd'hui qu'on soit si peu nombreux. Je vais faire tout pour qu'on soit très nombreux le 1^{er} mai mais ça ne suffira pas encore. Ça veut dire que tous les jours, tous les jours, tous les jours, il va falloir qu'on remette notre goutte d'eau à la place de celle de TF1 dans les esprits. Mais on ne pourra pas le faire si on s'engueule entre nous. On ne pourra pas le faire si on prêche pour notre boutique, on ne pourra le faire que si - quelqu'un le disait - on aime les gens, que si on a dans la tête l'objectif qu'on veut atteindre, pour les gens et avec les gens. Isabelle, je t'ai entendue tout à l'heure quand tu as dit : pendant la campagne électorale on va faire des collectifs de quartiers. Où ils en sont, les collectifs de quartier ? Moi, à la différence de Pierre, je suis un optimiste, un éternel optimiste, sinon, je ne militerais pas. Mais je vous avoue qu'il y a des moments où j'ai peur, j'ai peur des militants. Bonsoir.

Charles Hoareau

On va faire vite parce qu'il se fait tard. Je voudrais juste dire deux choses : d'abord, au départ, quand nous, on a pensé à ce débat, ceux qui sont autour de la table étaient assez enthousiastes avec l'idée et c'est eux qui nous ont convaincus de le faire public alors qu'au départ, on avait prévu de se retrouver autour d'une table entre nous pour discuter. En le rendant public, on n'a pas forcé pour qu'on soit trois plus - heureusement peut-être - parce qu'on savait qu'on faisait un pari audacieux : c'est compliqué quand même, les plaies sont vives, on vient de connaître une période de division, franchement, ça touche à ce que les gens ont au plus profond d'eux-mêmes. Quand Michel parlait de sa maison, c'est sa maison. Ici en plus, vu l'âge qu'on a tous, autour de la table, ça fait des années qu'on est chacun dans notre maison. Et on y tient ! On y tient, on a refait la tapisserie, je ne sais pas

combien de fois. On ne peut pas nier ces histoires là et on ne peut pas vouloir passer par-dessus les identités. Et c'est normal que, par moment - moi je crois qu'il ne faut pas s'en affoler - il y ait un peu des réflexes d'autodéfense : oh ! Vous n'allez pas m'entraîner où je ne veux pas aller ! Ceci étant, il est quand même revenu plusieurs fois l'idée de : eh ! Oui, on pourrait faire quelque chose ensemble. On a parlé des sans-papiers mais, vous savez à quel point de perte de repères on en est dans ce pays ? Qu'est-ce que propose la gauche (quand je dis la gauche, je pense toutes organisations confondues) dans un domaine, où, comme le disait Samy, il n'y a pas d'enjeu électoral, au contraire quand on y va on perd plutôt des voix ? Eh ! bien nous, à Rouge Vif nous avons fait un long article d'essai de ce qu'on pouvait faire comme réponse à Sarkozy sur les sans-papiers. Mais quand on l'a fait, on ne sait pas si c'est bon. On aurait besoin d'en discuter avec d'autres. Y compris même sur des questions où la théorie rejoint la pratique on aurait besoin de se confronter, on a besoin du débat pour être encore meilleur quand on retourne voir les gens. Et la deuxième chose, je suis assez d'accord avec ce que disait Jacques, isolés, on ne vaut pas un franc. Vous voyez, souvent on a distribué des tracts, je parle de Rouge Vif, là) sur des questions précises en essayant de faire le lien problèmes des gens/perspectives politiques. Mais nous, quand on distribue 20 000 tracts, on a fait un gros travail. Si on s'y met ensemble, sur un contenu qui va être très ressemblant (avec ceux qui veulent, il ne s'agit pas de tirer ceux qui ne veulent pas) effectivement, au lieu d'en tirer 20 000 on va en tirer 100 000, on va peser dans le débat d'idées. Voyez, il y a le 6 mai la manif du Mouvement de la Paix contre la guerre en Afghanistan, on ne pourrait pas avoir une déclaration politique commune sur l'impérialisme, sur l'enjeu du pétrole, sur le fait qu'ils soient en train de créer l'intégrisme de toute pièce, etc. Je pense qu'on ne serait pas très longs à se mettre d'accord là-dessus. Le Mouvement de la Paix parle de ce dont il doit parler (encore qu'il fasse une déclaration politique) mais nous on pourrait politiquement aller encore plus loin. Quand je dis ça, c'est vraiment pas pour qu'on en décide ce soir mais c'est pour tracer des perspectives parce que ce que je me dis - en tous cas moi, Rouge Vif, je ressors de la soirée avec ça - si demain j'écris aux organisations et aux citoyens qui ont autour de la table et qui sont dans la salle en disant : voilà, on a pensé que..., on ne peut pas faire ça tout seuls, qu'est-ce que vous en pensez, on y va ensemble ? Je pense qu'on sera plus entendus, plus écoutés, qu'il y aura plus de chances d'y arriver. Si on le fait à deux, on le fait à deux, si on le fait à quatorze, on le fait à quatorze, mais en situant sur les perspectives politiques, en ligne avec les problèmes des gens. Même si ça paraît un peu difficile, moi, je ne pars pas - et pas parce que je suis un optimiste invétéré - c'est parce que je crois que le chemin est difficile mais que c'est le seul chemin qu'on a donc on reprendra des initiatives comme ça et peut-être qu'on sera plus nombreux et plus dynamiques.